

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2985

17 octobre 2014

### SOMMAIRE

Apollo Life Ventures S.à r.l. ....	143251	Plaine Immobilière S.A. ....	143246
Baltic Ventures S. à r.l. ....	143253	Pokay Investissement Sàrl ....	143234
CBC AcquiCo2 S.à r.l. ....	143239	Presence Communication ....	143279
Digitalorus S.A. ....	143234	Prometex S.A. ....	143238
Digitalorus S.A. ....	143234	Promobelair 13.1 S.A. ....	143249
DML S.A., SPF ....	143250	Retkauf I S.à r.l. ....	143273
Dotcom Luxembourg S.A. ....	143252	Sessions Finances Investments S.A. ....	143280
Ecosse Topco S.à r.l. ....	143275	SilkWay S.A. ....	143237
EMDI Congruent Solutions S.A. ....	143235	Sireo Immobilienfonds No. 5 SICAV-FIS .....	143254
Eurostar Overseas S.A. ....	143235	Smith & Nephew International S.A. ....	143234
Famy Investment S.A. ....	143235	Sophie 2 S.à r.l. ....	143275
Fondation Bassin Minier ....	143278	SRDI (Société de recherche et de dévelop- pement par informatique) ....	143238
Forwood Gestion S.A. ....	143235	Star Immo ....	143234
GJK Investments S.A. ....	143235	Style You S.à r.l. ....	143234
Groupe Immobilier International S.A. ..	143235	Telenet Finance III Luxembourg S.C.A. .	143238
HeliGuard S.A. ....	143236	Textile Plus ....	143247
Hoffmann Wohndesign und Baugestaltung S.à r.l. ....	143236	Titlis S.A., SPF ....	143280
Loquacious S.A. ....	143280	TW Life III S.à.r.l. ....	143242
Mersey Ventures S.à r.l. ....	143239	TW Life II S.à r.l. ....	143241
Ocean Beach Investment S.A. ....	143236	TW Life I S.à r.l. ....	143240
Octulex S.A. ....	143237	TW Life IV S.à r.l. ....	143243
Oeno-Invest Advisory S.A. ....	143236	TW Life VIII S.à r.l. ....	143248
Oeno-Invest Advisory S.C.P.A. ....	143236	TW Life VII S.à.r.l. ....	143247
Onda Blu S.A., SPF ....	143236	TW Life VI S.à r.l. ....	143245
Optibois S.A. ....	143246	TW Life V S.à r.l. ....	143244
Osprey Ventures S.à r.l. ....	143277		
Padulex S.A. ....	143237		

**Pokay Investissement Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2732 Luxembourg, 2, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 174.162.

Les comptes annuels au 30.09.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140456/9.

(140159342) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

---

**Smith & Nephew International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8030 Strassen, 163, rue du Kiem.

R.C.S. Luxembourg B 67.514.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140535/9.

(140159530) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

---

**Star Immo, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3924 Mondercange, 6, Am Rousegaertchen.

R.C.S. Luxembourg B 42.520.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140541/9.

(140159316) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

---

**Style You S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8510 Redange-sur-Attert, 56, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 117.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140543/9.

(140159307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 septembre 2014.

---

**Digitalorus S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.059.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140780/9.

(140159756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**Digitalorus S.A., Société Anonyme Soparfi.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 110.059.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140781/9.

(140159757) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**EMDI Congruent Solutions S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8310 Capellen, 1J, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 122.679.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140805/9.

(140160004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**Eurostar Overseas S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 98.213.

Les comptes annuels au 31-12-2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140816/9.

(140160181) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**Famy Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 96.072.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140827/9.

(140160142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**Forwood Gestion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 101.517.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140846/9.

(140160007) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**GJK Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 117.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140863/9.

(140159906) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**Groupe Immobilier International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 51.156.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140867/9.

(140159759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

---

**HeliGuard S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 115.162.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140874/9.

(140160112) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Hoffmann Wohndesign und Baugestaltung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6475 Echternach, 20, Rabatt.

R.C.S. Luxembourg B 164.854.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.  
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014140875/9.

(140159780) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Ocean Beach Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 104.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141021/9.

(140160109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Oeno-Invest Advisory S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 144.364.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141025/9.

(140160160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Oeno-Invest Advisory S.C.P.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-8325 Capellen, 98, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 144.557.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141027/9.

(140159968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Onda Blu S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 160.890.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141029/9.

(140160107) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**SilkWay S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 180.236.

---

**EXTRAIT**

En date du 1<sup>er</sup> août 2014, l'actionnaire unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission de Madame Barbara Neuerburg, en tant qu'administratrice, est acceptée avec effet immédiat.
- Monsieur Vishal Sookloll, avec adresse professionnelle au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est élu nouveau administrateur de la société avec effet immédiat et jusqu' à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 10 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141741/14.

(140160845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

---

**Octulex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 151.000.

---

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la société prises en date du 5 juin 2014*

L'assemblée générale a pris acte de la démission de Maître Albert WILDGEN, de Madame Alba SCHERER et de Madame Maryse GREISCH de leurs fonctions d'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'assemblée générale a décidé de nommer en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ce jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014, les personnes suivantes:

1) Monsieur Michel BULACH, avocat à la Cour, né le 06 avril 1974 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

2) Monsieur François BROUXEL, avocat à la Cour, né le 16 septembre 1966 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

3) Monsieur Pierre METZLER, avocat à la Cour, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141672/20.

(140160543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

---

**Padulex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 150.999.

---

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la société prises en date du 5 juin 2014*

L'assemblée générale a pris acte de la démission de Maître Albert WILDGEN, de Madame Alba SCHERER et de Madame Maryse GREISCH de leurs fonctions d'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'assemblée générale a décidé de nommer en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ce jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014, les personnes suivantes:

1) Monsieur Michel BULACH, avocat à la Cour, né le 06 avril 1974 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

2) Monsieur François BROUXEL, avocat à la Cour, né le 16 septembre 1966 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

3) Monsieur Pierre METZLER, avocat à la Cour, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141692/20.

(140160552) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

---

**SRDI (Société de recherche et de développement par informatique), Société Anonyme.**

Siège social: L-8245 Mamer, 2, rue de la Libération.

R.C.S. Luxembourg B 100.819.

*Extrait des Résolutions prises par le Conseil d'Administration lors de sa réunion tenue à Mamer en date du 6 septembre 2014*

Monsieur Jean-Marc DEMOULIN, demeurant à 5170 Lustin (Belgique), 41, rue Covis est appelé aux fonctions de délégué à la gestion journalière pour un terme de 1 an.

Le mandat d'administrateur délégué prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de l'an 2015.

Le siège social est transféré du 90, route d'Arlon à Mamer au 2, rue de la Libération à 8245 Mamer.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 8 septembre 2014.

Référence de publication: 2014141792/14.

(140160359) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**Telenet Finance III Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 158.666.

*Extrait des résolutions prises par les actionnaires en date du 08 septembre 2014*

1. Monsieur Pietro LONGO a démissionné de son mandat de membre du conseil de surveillance.

2. Madame Céline TRIDANT, administrateur de sociétés, née à Mont-Saint-Martin (France), le 1<sup>er</sup> décembre 1979, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme membre du conseil de surveillance jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire de 2017.

Veuillez noter que l'adresse professionnelle des membres du conseil de surveillance, Messieurs Pierre CLAUDEL et Douwe TERPSTRA, se trouve dorénavant à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Veuillez noter également que le siège social de l'actionnaire commandité Telenet Finance III S.à r.l., R.C.S. Luxembourg B 158.653, se situe à L-2370 Howald, 2, rue Peternelchen.

Luxembourg.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour Telenet Finance III Luxembourg S.C.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014141804/20.

(140160484) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**Prometex S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 163.657.

*Extrait des résolutions de l'assemblée générale annuelle de la société prises en date du 5 juin 2014*

L'assemblée générale a pris acte de la démission de Maître Albert WILDGEN, de Madame Alba SCHERER et de Madame Maryse GREISCH de leurs fonctions d'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014.

L'assemblée générale a décidé de nommer en tant qu'administrateurs de la Société avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 2014 et ce jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019, les personnes suivantes:

1) Monsieur Michel BULACH, avocat à la Cour, né le 06 avril 1974 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

2) Monsieur François BROUXEL, avocat à la Cour, né le 16 septembre 1966 à Metz, France, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg,

3) Monsieur Pierre METZLER, avocat à la Cour, né le 28 décembre 1969 à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 69, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141712/20.

(140160352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

**CBC AcquiCo2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 179.446.

---

*Extrait des résolutions de l'associé unique de la Société*

Il résulte des décisions de l'associé unique de la Société en date du 03 septembre 2014, qui ont acceptées:

- la démission de Monsieur Langford Clifford de son poste de gérante de la Société, avec effet au 31 août 2014.
- le changement d'adresse de Mr Gunter Gommès, gérant de la Société. Il réside désormais au, Les Ormes Leisure Village, Le mont a la Brune, St Brelade, JE3 8FL, Jersey, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 09 septembre 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014141378/17.

(140161046) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

---

**Mersey Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 164.985.

---

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur Andreas NIESSL, financial consultant, né le 15 janvier 1967 à Hilden (Allemagne) et demeurant au 36 Lersnerstrasse, 60598 Frankfurt am Main (Allemagne)

Ici représenté par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves;

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Francfort/main, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle partie comparante, agissant en sa qualité de seul associés de la société à responsabilité limitée «MERSEY VENTURES S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 164.985, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 8 novembre 2011, publié au Mémorial C, numéro 50 du 6 janvier 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Armin LANG, financial consultant, né le 8.7.1964 à Kiel, demeurant à D-82319 Starnberg, 5A, am Fuchsengraben;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.



143240

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10831. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-e

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136786/54.

(140155767) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**TW Life I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 168.708.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

*A comparu:*

La société de droit allemand TouchWind Life 1 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123150;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE I S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 168.708, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 3 mai 2012, publié au Mémorial C, numéro 1479 du 13 juin 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;



Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10823. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136904/54.

(140155684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**TW Life II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 168.707.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société de droit allemand TouchWind Life 2 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123151;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE II S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 168.707, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 3 mai 2012, publié au Mémorial C, numéro 1473 du 13 juin 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10824. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur ff. (signé): Ries.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136905/54.

(140155701) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**TW Life III S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 168.981.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société de droit allemand TouchWind Life 3 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123152;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE III S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 168.981, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 8 mai 2012, publié au Mémorial C, numéro 1592 du 25 juin 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

### Deuxième résolution

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

### Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

### Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10825. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136906/54.

(140155587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

### **TW Life IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 169.215.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société de droit allemand TouchWind Life 4 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123153;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE IV S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 169.215, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 18 mai 2012, publié au Mémorial C, numéro 1673 du 3 juillet 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

### Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10826. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136907/54.

(140155595) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**TW Life V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 169.264.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

*A comparu:*

La société de droit allemand TouchWind Life 5 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123154;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE V S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 169.264, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 4 juin 2012, publié au Mémorial C, numéro 1696 du 5 juin 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10827. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136908/54.

(140155736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**TW Life VI S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 169.416.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

**A comparu:**

La société de droit allemand TouchWind Life 6 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 123155;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE VI S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 169.416, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 4 juillet 2012, publié au Mémorial C, numéro 1732 du 10 juillet 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10828. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur ff. (signé): Ries.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136909/54.

(140155641) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Optibois S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 330, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 182.081.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141031/9.

(140159955) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Plaine Immobilière S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 166.930.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014141061/9.

(140160110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 septembre 2014.

**Textile Plus, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9638 Pommerloch, 19, rue de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 160.178.

---

**EXTRAIT**

Il découle du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 10 septembre 2014 la décision suivante:

- d'accepter, à compter du 10 septembre 2014, la cession de 50 parts sociales détenues par Monsieur SANTERAMO Eric, demeurant 22, rue du Tramway à L-4334 ESCH/ALZETTE, à la société FEEL GOOD GROUP CAPITAL S.A., avec siège social 19, route de Bastogne à L-9568 POMMERLOCH, pour le prix convenu entre parties.

- d'accepter, à compter du 10 septembre 2014, la cession de 50 parts sociales détenues par Madame SANTERAMO-ALBOT Olga, demeurant 22, rue du Tramway à L-4334 ESCH/ALZETTE, à la société FEEL GOOD GROUP CAPITAL S.A., avec siège social 19, route de Bastogne à L-9568 POMMERLOCH, pour le prix convenu entre parties.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Esch/Alzette, le 10 septembre 2014.

PINHEIRO Samantha.

Référence de publication: 2014141823/17.

(140160839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 septembre 2014.

---

**TW Life VII S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 170.050.

---

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société de droit allemand TouchWind Life 7 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 125613;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE VII S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 170.050, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 3 juillet 2012, publié au Mémorial C, numéro 1989 du 10 août 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.



### Déclaration des comparants

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10829. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136910/54.

(140155731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

### **TW Life VIII S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 170.049.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

La société de droit allemand TouchWind Life 8 GmbH, ayant son siège social à D-22765 Hamburg Klopstockstrasse 1, enregistrée au Handelsregister Amtsgericht Hamburg sous le numéro HRB 125067;

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Hambourg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «TW LIFE VIII S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 170.049, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 3 juillet 2012, publié au Mémorial C, numéro 1989 du 10 août 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

#### **Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

#### *Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Harmen KÖLLN, financial consultant, né le 30.8.1960 à Hambourg, demeurant à D-61348 Bad Homburg, Tannenwaldallee 20;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10830. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136911/54.

(140155747) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Promobelair 13.1 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 140.348.

L'an deux mille quatorze, le onze août.

Pardevant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, soussignée.

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «PROMOBELAIR 13.1 S.A.», établie et ayant son siège social à L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140348, constituée suivant acte reçu par Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg, le 12 juin 2008, publiée au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 1961 en date du 11 août 2008.

La séance est ouverte à 9.00 heures sous la présidence de Monsieur Patrick CASTEL, demeurant professionnellement à Strassen.

Le président désigne comme secrétaire Madame Josée ROTI, demeurant professionnellement à Strassen.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Eloi THILL, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I) L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1) Changement de siège social.

Transfert du siège social de L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens à L-8011 Strassen, 179, route d'Arlon.

2) Modification du deuxième article (2), première alinéa des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le siège de la société est établi à Strassen.».

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte pour être soumise à l'enregistrement en même temps.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés "ne varietur" par les personnes présentes et le notaire instrumentaire, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les cent (100) actions d'une valeur nominale de trois cent dix euros (EUR 310) chacune, représentant l'intégralité du capital social s'élevant à trente et un mille euros (EUR 31.000), sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

143250

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer le siège social de la société de L-8070 Bertrange, 7, rue des Mérovingiens à L-8011 Strassen, 179 route d'Arlon.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire décide de modifier le deuxième article, premier alinéa, des statuts de la société pour lui donner dorénavant la teneur suivante:

**Art. 2. Premier alinéa.** «Le siège de la société est établi à Strassen.».

*Frais*

Les frais et honoraires des présentes sont à charge de la société.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée à 9.30 heures.

DONT ACTE, fait et passé à Strassen, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée en langue du pays aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: P. CASTEL, J. ROTI, E. THILL, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 12 août 2014. Relation: RED/2014/1835. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur ff. (signé): M. ELS.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 25 août 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014137420/54.

(140156606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

**DML S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

**Capital social: EUR 2.726.900,00.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 36.021.

—  
**DISSOLUTION**

L'an deux mille quatorze, le treize août.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

**ONT COMPARU:**

1. - WYCARTH 1, société civile existant et gouvernée par les lois de la Belgique, ayant son siège social à B-8720 Oeselgem, Deinzestraat 100, (Belgique), et

2. - WYCARTH 2, société civile existant et gouvernée par les lois de la Belgique, ayant son siège social à B-8720 Oeselgem, Deinzestraat 100, (Belgique),

ici représentées par Monsieur Max MAYER, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de deux (2) procurations lui délivrées, lesquelles après avoir été signées «ne varietur» par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes.

Lesquelles comparantes ont, par leur mandataire, requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit leurs déclarations:

a.- Que la Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial "DML S.A., SPF", (la "Société"), établie et ayant son siège social à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 36.021, constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Gérard LECUIT, notaire alors de résidence à Mersch, en date du 18 janvier 1991, publié au Mémorial C numéro 273 du 17 juillet 1991, et dont les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 8 décembre 2009, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 209 du 1<sup>er</sup> septembre 2010.

b. - Que le capital social est fixé à deux millions sept cent vingt-six mille neuf cents euros (2.726.900,- EUR), représenté par mille cent (1.100) actions d'une valeur nominale de deux mille quatre cent soixante-dix-neuf euros (2.479,- EUR) chacune.

c. - Que les comparantes sont les seules et uniques actionnaires actuelles de ladite société.

d. - Que l'activité de la société ayant cessé et que les comparantes, en tant qu'actionnaires représentant l'intégralité du capital social, siégeant en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la société, prononcent la dissolution anticipée de la prédite société, et sa mise en liquidation.

e. - Que les actionnaires se désignent comme liquidateurs de la société, mission qu'elles acceptent.

f. - Que les liquidateurs requièrent le notaire instrumentant d'acter qu'elles déclarent avoir réglé tout le passif de la société dissoute, moyennant reprise par les actionnaires de l'intégralité de l'actif et du passif, et avoir transféré tous les actifs au profit des actionnaires au prorata de leur participation.

g. - Que les comparantes sont investies de tous les éléments actifs de la société et répondront personnellement et solidairement de tout le passif social et de tous les engagements de la société même inconnus à ce jour.

h. - Que partant, la liquidation de la société est à considérer comme faite et clôturée.

i. - Que décharge pleine et entière est accordée aux administrateurs et au commissaire aux comptes de la société pour l'exécution de leurs mandats.

j. - Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans au moins à L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

#### *Frais*

Tous les frais et honoraires du présent acte, évalués à la somme de 1.200,- EUR sont à la charge de la société.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au représentant des comparantes, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 18 août 2014. Relation GRE/2014/3344. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136080/54.

(140154631) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

#### **Apollo Life Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 173.336.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

#### **A comparu:**

La société de droit allemand Apollo Vermögensverwaltungs GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand ayant son siège social au Tannenwaldallee 20, 61348 Bad Homburg v. d. Höhe, Allemagne, enregistrée auprès du Handelsregister B (HRB) de Bad Homburg v. d. Höhe, Allemagne, sous le numéro HRB 11716,

Ici représentée par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Bad Homburg, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «APOLLO LIFE VENTURES S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 173.336, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 26 novembre 2012, publié au Mémorial C, numéro 167 du 23 janvier 2013,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'associé unique décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

#### **Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

143252

*Deuxième résolution*

L'associé unique décide par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Armin LANG, financial consultant, né le 8.7.1964 à Kiel, demeurant à D-82319 Starnberg, 5A, am Fuchsengraben;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10834. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur ff. (signé): Ries.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136496/55.

(140155842) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Dotcom Luxembourg S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1898 Kockelscheuer, 1, rue de Roeser.

R.C.S. Luxembourg B 107.780.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq juillet.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "DOTCOM LUXEMBOURG S.A.", ayant son siège social à L-5884 Hesperange, 304, route de Thionville, R.C.S. Luxembourg section B numéro 107780, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 22 avril 2005, publié au Mémorial C numéro 949 du 27 septembre 2005.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Christophe LUTZ, responsable informatique, demeurant à F-57570 Hagen (France), 1, impasse du Bruehl.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Arlindo SANTOS, responsable administratif, demeurant à F-55230 Muzeray (France), 10, rue de Fourbeuvillers.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Fabian VANMOLLEKOT, responsable informatique, demeurant à B-6760 Virton (Belgique), 45, Avenue Bouvier.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui ensemble avec les procurations.

Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant.

Le président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

*Ordre du jour:*

Transfert du siège social de la Société de L-5884 Howald, 304, Route de Thionville à L-1898 Kockelscheuer, 1, rue de Roeser, avec modification corrélative du premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi dans la commune de Roeser.»

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité la résolution suivante:

*Unique résolution*

L'assemblée générale décide de transférer l'adresse du siège social de la Société vers L-1898 Kockelscheuer, 1, rue de Roeser, et en conséquence de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 2. (premier alinéa).** Le siège social est établi dans la commune de Roeser.»

Le reste de l'article demeure inchangé.

*Frais*

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à 850,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Christophe LUTZ, Arlindo SANTOS, Fabian VANMOLLEKOT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 29 juillet 2014. Relation GRE/2014/2997. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136643/57.

(140155258) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Baltic Ventures S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 165.038.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

Ont comparu:

1) La société de droit allemand Baltic Vermögensverwaltungs GmbH, une société à responsabilité limitée de droit allemand ayant son siège social au Kopenhagener Strasse 10, 65552 Limburg a.d. Lahn, Allemagne enregistrée auprès du Handelsregister B (HRB) de Limburg an der Lahn, Allemagne, sous le numéro HRB 4801

2) La société à responsabilité limitée Bristol Ventures S.à r.l., ayant son siège social situé au 6, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B164.986

Ici représentées par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves,

En vertu de procurations sous seing privé datées du 30.6.2014, lesquelles procurations, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être enregistrées avec lui

Lesquelles comparantes, agissant en leur qualité de seuls associés de la société à responsabilité limitée «BALTIC VENTURES S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 165.038, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 8 novembre 2011, publié au Mémorial C, numéro 60 du 7 janvier 2012,

ont requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:



143254

*Première résolution*

Les associés décident de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."

**Suit la traduction française:**

**Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.

*Deuxième résolution*

Les associés décident par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Armin LANG, financial consultant, né le 8.7.1964 à Kiel, demeurant à D-82319 Starnberg, 5A, am Fuchsengraben;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais.*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10833. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

*Le Receveur ff. (signé): Ries.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136544/57.

(140155826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Sireo Immobilienfonds No. 5 SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 114.787.

Im Jahr zweitausendvierzehn,

am fünfundzwanzigsten Tag des Monats September.

Vor Uns, Notar Jean-Joseph WAGNER, mit Amtssitz in SASSENHEIM, Großherzogtum Luxemburg,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds "Sireo Immobilienfonds No. 5 SICAV-FIS", mit Sitz in 4a, Rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, Handelsregisternummer Luxembourg B. 114.787, gegründet gemäß Urkunde, aufgenommen durch den unterzeichneten Notar am 14. März 2006, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, am 25. März 2006, Nummer 624, zuletzt geändert durch Urkunde des unterzeichneten Notars vom 30. November 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations am 13. Januar 2012, Nummer 112, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Sitzung wird eröffnet um 16.55 Uhr.

Als Vorsitzender der Generalversammlung amtiert Herr Tobias Lochen, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.



Zum Schriftführer wird bestellt Herr Alexander Wagner, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Die Versammlung bestellt als Stimmzähler Herrn Peter Audesirk, Rechtsanwalt, geschäftsansässig in 10, boulevard G.D. Charlotte, L-1330 Luxembourg.

#### *Bericht des Vorsitzenden*

Der Vorsitzende berichtet und die Versammlung stellt fest:

1. Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf einer Anwesenheitsliste mit ihrer Unterschrift eingetragen. Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet. Sie wird dem gegenwärtigen Protokoll nebst den darin erwähnten Vollmachten, welche durch die Erschienenen "ne varietur" paraphiert wurden, beigelegt bleiben, um mit demselben eingetragen zu werden.

2. Aus dieser Anwesenheitsliste geht hervor, dass das gesamte Aktienkapital bestehend aus 21.606.477 (in Worten: einundzwanzigtausendsechshundertsechs Komma vier sieben sieben) voll eingezahlten Aktien bei der gegenwärtigen Versammlung vertreten ist. Da alle Aktionäre oder deren Vertreter erklären, dass sie die Tagesordnung kennen und auf die gesetzliche und statutarische Einberufung verzichten, ist somit die gegenwärtige Versammlung rechtsgültig zusammengetreten und befugt, über nachstehende Tagesordnung zu beschließen.

3. Die gegenwärtige Versammlung hat zur Tagesordnung:

#### *Tagesordnung*

Einziges Tagesordnungspunkt:

Neufassung der Satzung ohne Anpassung des Geschäftszwecks

Nach Beratung fasst die Generalversammlung dann einstimmig folgenden einzigen Beschluss:

#### *Einziges Beschlusses*

Die Generalversammlung beschließt die Satzung ohne Anpassung des Geschäftszwecks wie folgt neuzufassen:

#### **"Definitionen**

"Acquisition Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung bei dem Erwerb einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
"AIF"	Ein alternativer Investmentfonds wie in der AIFM Richtlinie definiert.
"AIFM Board"	Das ordnungsgemäß zusammengesetzte Board der Direktoren des AIFM.
"AIFM Richtlinie"	Richtlinie 2011/61/EU des europäischen Parlaments und des Rates über die Verwalter alternativer Investmentfonds und zur Änderung der Richtlinien 2003/41/EG und 2009/65/EG und der Verordnungen (EG) Nr. 1060/2009 und (EU) Nr. 1095/2010.
"AIFM Verordnung"	Delegierte Verordnung (EU) Nr. 231/2013 der Kommission vom 19. Dezember 2012 zur Ergänzung der Richtlinie 2011/61/EU des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf Ausnahmen, die Bedingungen für die Ausübung der Tätigkeit, Verwahrstellen, Hebelfinanzierung, Transparenz und Beaufsichtigung.
"AIFM" oder "Verwalter alternativer Investmentfonds"	CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l. in ihrer Funktion als Verwalter alternativer Investmentfonds der Gesellschaft.
"Aktie"	Eine Aktie der Gesellschaft.
"Aktionär"	Ein Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet und Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Investor im Sinne dieser Satzung.
"Aktionärsgruppe"	Aktionäre, die gemäß Richtlinie 83/349/EWG des Rates über den konsolidierten Abschluss oder gemäß anerkannten internationalen Bilanzierungsvorschriften gemeinsam in einen konsolidierten Abschluss einzubeziehen sind.
"Aktionärsversammlung"	Eine ordentliche oder außerordentliche Aktionärsversammlung der Gesellschaft.
"Anlageausschuss"	Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats, der sich aus Vertretern von Aktionären der Gesellschaft zusammensetzt und formell vom Verwaltungsrat bestellt wird.
"Asset Management Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlende laufende Gebühr.
"Auflegungsdatum"	Das Datum des Endes der Zahlungsfrist betreffend die erste Kapitaleinforderung der Gesellschaft; dieses Datum war der 20. Oktober 2006.
"Bankarbeitstag"	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
"Bewertungstag"	Ein Tag, zu dem gemäß dieser Satzung der Nettoinventarwert je Aktie bestimmt wird.
"Bindungszeitraum"	Der Zeitraum, in dem sämtliche Kapitalzusagen eingefordert und gezahlt werden sollen und der spätestens vier Jahre nach dem Auflegungsdatum endet.

"Closing"	Der von dem Verwaltungsrat bestimmte Tag, an dem die Subscription Agreements von den Investoren unterzeichnet werden und die Zulassung von Investoren durch die Gesellschaft erfolgt.
"Einzahlungsaufforderung"	Die Aufforderung der Gesellschaft an einen Investor, einen prozentualen Anteil seiner Offenen Kapitalzusage gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen.
"Emissionsdokument"	Das Emissionsdokument der Gesellschaft in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Erstemissionsphase"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Emissionsdokument angegebene Zeitraum, während dessen die Gesellschaft Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.
"Geregelter Markt"	Ein regelmäßig betriebener, regulierter, anerkannter und der Öffentlichkeit zugänglicher Markt.
"Gesellschaft"	Die Sireo Immobilienfonds No. 5 SICAV-FIS.
"Gesetz vom 13. Februar 2007"	Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds ("Fonds d'investissement spécialisés"), sowie ggf. dessen Nachfolgesetzgebung.
"Gesetz von 2013"	Das luxemburgische Gesetz vom 12. Juli 2013 die Verwalter alternativer Investmentfonds betreffend, in seiner jeweils gültigen Fassung.
"Immobilien"	Alle Vermögensgegenstände, welche unter dem geltenden luxemburgischen Recht als Immobilienwerte (valeurs immobilières) angesehen werden, insbesondere Grundstücke und Gebäude, unmittelbare und mittelbare Beteiligungen an Immobiliengesellschaften und grundstücksgleiche Rechte wie im Emissionsdokument beschrieben.
"Immobiliensachverständiger"	Von der Gesellschaft ernannter unabhängiger Sachverständiger, der die Bewertung der Immobilienanlagen der Gesellschaft vornimmt.
"Institutioneller Investor"	Ein institutioneller Investor im Sinne der in Artikel 7 dieser Satzung enthaltenen Definition.
"Investor"	Ein Institutioneller Investor, der ein Subscription Agreement unterzeichnet hat.
"Kapitalzusage"	Die durch den Investor gegenüber der Gesellschaft durch Unterzeichnung des Subscription Agreements eingegangene Verpflichtung, den im Subscription Agreement angegebenen Geldbetrag in die Gesellschaft einzuzahlen.
"Managementgebühr"	Von dem Fonds gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlende Asset Management Fee, Acquisition Fee, Sales Fee und Performance Fees.
"Managementvereinbarung"	Die zwischen dem Fonds und dem AIFM zu schließende Vereinbarung, durch welche der AIFM mit Beratungs- und Property Management Aufgaben in die Umsetzung der Anlagepolitik des Fonds einbezogen wird, sowie mit der Übernahme von Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Vermögensverwaltung des Fonds beauftragt wird. Der AIFM kann unter den in der Managementvereinbarung festgelegten Bedingungen und auf eigene Kosten sich von Dritten beraten lassen oder seine Aufgaben auf Dritte (z. B. Health Care Spezialisten) übertragen.
"Nettoinventarwert"	Der gemäß Artikel 12 bestimmte Nettoinventarwert der Gesellschaft.
"Offene Kapitalzusagen"	Der Anteil der Kapitalzusagen der Investoren gemäß dem Subscription Agreement, der noch nicht eingefordert und an die Gesellschaft gezahlt wurde.
"Performance-Fees"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung an den AIFM zu zahlenden Gewinnbeteiligungen.
"Qualifizierte Mehrheit"	Mehr als 75% aller im Umlauf befindlichen Aktien.
"Sales Fee"	Die von der Gesellschaft gemäß der Managementvereinbarung bei dem Verkauf einer Immobilie an den AIFM zu zahlende Gebühr.
"Satzung"	Diese Satzung der Gesellschaft.
"Säumiger Investor"	Ein von der Gesellschaft gemäß Artikel 8 für säumig erklärter Investor.
"Subscription Agreement"	Die zwischen dem Investor und der Gesellschaft geschlossene Vereinbarung, durch die sich der Investor verpflichtet, bis zu einem bestimmten Höchstbetrag Aktien zu zeichnen, wobei dieser Betrag in voller Höhe oder in Teilbeträgen gegen Ausgabe von Aktien an die Gesellschaft zu zahlen ist, wenn der Investor eine Einzahlungsaufforderung erhält, und durch die sich die Gesellschaft ihrerseits verpflichtet, voll eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Investors in Anspruch genommen und bezahlt wird.
"Verbundenes Unternehmen"	Bezeichnet in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen

	unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.
"Vertreter des Anlageausschusses"	Jedes Mitglied des Anlageausschusses.
"Verwahrstelle"	Die Bank, welche von der Gesellschaft als Verwahrstelle im Sinne des Gesetzes vom 13. Februar 2007 ernannt wird.
"Verwaltungsrat"	Der Verwaltungsrat der Gesellschaft.

## Titel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

**Art. 1. Name.** Zwischen den Zeichnern und denjenigen, welche Eigentümer von zukünftig ausgegebenen Aktien werden können, besteht eine Aktiengesellschaft ("société anonyme") in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") mit dem Namen "Sireo Immobilienfonds No. 5 SICAV-FIS". Bei der Gesellschaft handelt es sich gemäß des Gesetzes von 2013 um einen AIF und sie unterliegt daher Teil II des Gesetzes von 2007.

**Art. 2. Geschäftssitz.** Geschäftssitz der Gesellschaft ist Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Tochtergesellschaften, Zweigstellen und sonstige Geschäftsstellen können entweder im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland errichtet werden. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb Luxemburg-Stadt geändert werden.

**Art. 3. Laufzeit.** Vorbehaltlich Artikel 33 wird die Gesellschaft für einen Zeitraum von 10 Jahren ab dem 6. Oktober 2006 errichtet. Die Laufzeit der Gesellschaft kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats und durch Beschluss der Aktionärsversammlung, der mit Mehrheit von mehr als 75% aller im Umlauf befindlichen Aktien getroffen wird, einmalig um weitere 5 Jahre verlängert werden, so dass die vorgesehene Laufzeit der Gesellschaft maximal 15 Jahre ab dem 6. Oktober 2006 beträgt. Nach Ablauf der 15 Jahre kann die Gesellschaft durch einstimmigen Beschluss der Aktionäre auf bestimmte oder unbestimmte Zeit verlängert werden.

**Art. 4. Geschäftszweck.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die direkte oder indirekte Anlage ihres Vermögens über Tochtergesellschaften in Immobilien, mit dem Ziel, den Aktionären Erträge aus der Verwaltung, Bewirtschaftung und Veräußerung der Immobilien zukommen zu lassen. Die Gesellschaft ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die sie zur Erfüllung und Entwicklung ihres Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz vom 13. Februar 2007 zulässig ist.

## Titel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

### Art. 5. Kapital.

(1) Das Kapital der Gesellschaft besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert der Gesellschaft gemäß Artikel 12.

(2) Das Anfangskapital der Gesellschaft beträgt Euro 150.000,- (in Worten einhundertfünfzigtausend Euro) und besteht aus 15 (in Worten fünfzehn) Aktien ohne Nennwert, welche ganz eingezahlt wurden.

(3) Das Mindestkapital der Gesellschaft beträgt Euro 1.250.000,- (in Worten: eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital ist innerhalb von sechs Monaten ab dem Tag der Zulassung der Gesellschaft als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen zu erreichen.

### Art. 6. Form der Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben. Alle von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das von der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren von der Gesellschaft ernannten natürlichen oder juristischen Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen von jedem Aktionär, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie seinen Geschäftssitz, den er der Gesellschaft angegeben hat. Die Eintragung der Namen der Aktionäre in das Aktienregister belegt deren Eigentumsrecht an diesen Aktien. Jeder Aktionär erhält schriftlich eine Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Die Übertragung einer Aktie erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten, schriftlichen Übertragungserklärung durch den Käufer und den Veräußerer, beziehungsweise von diesen bevollmächtigte Personen und die Eintragung ins Aktienregister. Die Gesellschaft kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn sie diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen. Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bzw. von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

Aktien sind vorbehaltlich der Bestimmungen in Artikel 11 frei übertragbar.

(2) Aktionäre teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt,

kann die Gesellschaft dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Gesellschafter der Geschäftssitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an die Gesellschaft ändern.

(3) Falls mehrere Personen als Inhaber einer Aktie eingetragen sind, gilt der im Aktienregister zuerst genannte Inhaber als Vertreter aller Mitinhaber und wird alleine als Inhaber dieser Aktie behandelt, insbesondere ist nur er zum Erhalt von Mitteilungen der Gesellschaft berechtigt.

(4) Die Gesellschaft kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilmäßig zur Teilhabe am Gesellschaftsvermögen.

**Art. 7. Ausgabe und Verkauf von Aktien.** Aktien werden nur an Institutionelle Investoren ausgegeben, die ein Subscription Agreement unterzeichnet haben. Die Anzahl der Aktionäre darf zu keinem Zeitpunkt 30 übersteigen.

Als "Institutionelle Investoren" im Sinne dieser Satzung gelten die folgenden Investorentypen:

a) Institutionelle Investoren stricto sensu, wie Banken und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, Versicherungen, Rückversicherungen, Sozialversicherungseinrichtungen, Pensionsfonds, Pensionskassen und Industrie-, Wirtschafts- und Finanzkonzerne, die jeweils in eigenem Namen Aktien zeichnen. Diese Institutionellen Investoren müssen jeweils Strukturen zur Verwaltung ihrer eigenen Vermögenswerte vorweisen.

b) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Institutioneller Investoren (wie unter Punkt a) definiert) tätigen.

c) Kreditinstitute und andere professionelle Investoren der Finanzbranche, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind und Anlagen in eigenem Namen aber für Rechnung Nicht-Institutioneller Investoren über einen treuhänderischen Vermögensverwaltungsvertrag tätigen.

d) In Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren oder in Luxemburg oder einem anderen Land gegründete Organismen für gemeinsame Anlagen, unabhängig davon, ob deren Investoren als Institutionelle Investoren qualifizieren insofern diese Organismen für gemeinsame Anlagen keine Rückkäufe tätigen dürfen, bei denen der Rückkaufpreis mittels Sachwerten ausgezahlt werden kann.

e) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger mit Sitz in Luxemburg oder einem anderen Land, deren Anteilseigner Institutionelle Investoren nach Maßgabe der obigen Absätze sind.

f) Gebietskörperschaften (z.B. Regionen, Provinzen, Kantone, Kommunen, Städte), soweit sie eigene Mittel anlegen.

Die folgenden Investorentypen können unter Umständen als Institutionelle Investoren qualifizieren:

g) Holdinggesellschaften oder ähnliche Rechtsträger, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet wurden, unabhängig davon, ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, sie verfügen tatsächlich über wirtschaftliche Substanz und ordnungsgemäße Strukturen und Aktivitäten, indem sie bedeutende Finanzbeteiligungen halten.

h) Holdinggesellschaften in Form eines „Familienbetriebs“ oder Rechtsträger ähnlicher Art, die in Luxemburg oder einem anderen Land gegründet sind, unabhängig davon ob die Anteilseigner Institutionelle Investoren sind, vorausgesetzt, eine Familie oder ein Zweig einer Familie hält über sie bedeutende Finanzbeteiligungen. Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase werden die Aktien der Gesellschaft zu einem von dem Verwaltungsrat bestimmten und im Emissionsdokument veröffentlichten Preis ausgegeben. Gibt die Gesellschaft nach Ablauf der Erstemissionsphase Aktien aus, entspricht der Preis, soweit die im Emissionsdokument aufgeführten Bedingungen erfüllt sind, dem letzten verfügbaren Nettoinventarwert je Aktie, der gemäß Artikel 12 am jeweils vorherigen Bewertungstag gemäß den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird.

Liegt der jeweilige Nettoinventarwert jedoch nicht vor, nachdem Investoren bereits einer Einzahlungsaufforderung folgeleistend Zahlungen erbracht haben, kann der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien nach Treu und Glauben einen vorläufigen Nettoinventarwert bestimmen, auf Basis dessen die Aktien ausgegeben werden. Dieser vorläufige Nettoinventarwert kann durch einen Anpassungssaufschlag von bis zu 10 % erhöht werden, insofern dies im alleinigen Ermessen des Verwaltungsrats zur eventuellen Anpassung der Aktienausgabe nach Vorliegen des jeweiligen Nettoinventarwerts erforderlich ist. Nach Vorliegen dieses Nettoinventarwerts werden dann die gegebenenfalls erforderlichen Anpassungen - grundsätzlich in der Form von Ausgabe weiterer Aktien, welche den Aktionären im Gegenzug ihrer verbleibenden Ansprüche im Aktienregister der Gesellschaft gutgeschrieben werden - vorgenommen. Die Ausgabe von Aktien auf Basis eines solchen vorläufigen Nettoinventarwerts unterliegt jedoch den folgenden kumulativ zu erfüllenden Bedingungen dass:

1. der Einzahlungsprozentsatz aller Investoren identisch ist;
2. das Kapital tatsächlich nur im Verhältnis der (offenen) Kapitalzusagen der Investoren abgerufen und eingezahlt wird und es insbesondere keinen säumigen Investor gibt;
3. im Zeitpunkt der maßgeblichen Kapitaleinforderung keiner der Investoren Aktien an Dritte übertragen hat.

Während des Zeitraums, in welchem die Berechnung des Nettoinventarwerts gemäß Artikel 13 dieser Satzung ausgesetzt wurde, kann der Verwaltungsrat beschließen dass keine Aktien ausgegeben werden. Jedoch kann der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien von der vorhergehenden Regelung Gebrauch machen, insofern dies insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von Anlagen für die Gesellschaft und im Zusammenhang mit dem Abschluss bereits beschlossener Transaktionen, erforderlich ist.

Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder leitenden Angestellten der Gesellschaft bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zuzustellen.

**Art. 8. Säumiger Investor.** Zahlt ein Investor innerhalb des vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitraums entgegen seiner Kapitalzusage nicht, obwohl ihm eine entsprechende schriftliche Einzahlungsaufforderung an die im Subscription Agreement (beziehungsweise im Aktienregister) verzeichnete Anschrift zugesandt wurde, kann die Gesellschaft den betreffenden Investor zum Säumigen Investor erklären, mit der Folge, dass:

- a) von dem Säumigen Investor die Zahlung einer Entschädigung an die Gesellschaft in Höhe von 10 % seiner gesamten Kapitalzusage gefordert wird; und
- b) Ausschüttungen an den Säumigen Investor aufgerechnet oder zurückgehalten werden, bis alle der Gesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Daneben kann der Verwaltungsrat auf Empfehlung des Anlageausschusses (in dem Aktionäre aus der Aktionärsgruppe des Säumigen Investors insoweit kein Stimmrecht haben) folgende Maßnahmen ergreifen:

- 1) Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Investors durch die Gesellschaft gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der betroffenen Aktien bzw. (falls dieser Betrag niedriger ist) 90 % des ursprünglichen Ausgabepreises dieser Aktien an den betreffenden Aktionär, wobei der Rücknahmepreis erst im Zeitpunkt der Beendigung der Gesellschaft ausgezahlt wird;
- 2) Einräumung des Rechts an die Nicht-Säumigen Investoren, die Aktien des Säumigen Investors anteilig zu einem Preis in Höhe von 90 % des Nettoinventarwerts der maßgeblichen Aktien zu kaufen, nachdem die Gesellschaft die Aktien zurückgekauft hat;
- 3) Kündigung oder Verringerung der Kapitalzusage des Säumigen Investors; oder
- 4) Ausschöpfung aller sonstigen durch die Rechtsordnung zur Verfügung gestellten Möglichkeiten.

Den Aktionären kann eine weitere Einzahlungsaufforderung zugesandt werden, um den durch den Säumigen Investor entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei diese nicht die Offene Kapitalzusage der jeweiligen Aktionäre überschreiten darf), und durch Beschluss der Aktionäre mit Qualifizierter Mehrheit können neue Investoren zur Gesellschaft zugelassen werden, welche an Stelle des Säumigen Investors Einzahlungen zu leisten haben.

#### **Art. 9. Rücknahme von Aktien, Rücknahmeaufschub, Aussetzung der Rücknahme.**

(1) Jeder Aktionär kann verlangen, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen aus diesem ausgezahlt wird.

(2) Verlangt der Aktionär, dass ihm gegen Rückgabe von Aktien sein Anteil am Gesellschaftsvermögen ausgezahlt wird, so kann die Gesellschaft die Rückzahlung bis zum Ablauf eines Jahres nach Vorlage der Aktien zur Rücknahme verweigern, wenn die Bankguthaben und der Erlös aus Barmitteln, Geldmarktinstrumenten und börsennotierten Wertpapieren ("Liquide Mittel") zur Zahlung des Rücknahmepreises und zur Sicherstellung einer ordnungsgemäßen laufenden Bewirtschaftung nicht ausreichen oder nicht sogleich zur Verfügung stehen.

Reichen nach Ablauf dieser Frist die Liquiden Mittel nicht aus, so sind Vermögensgegenstände der Gesellschaft zu veräußern. Bis zur Veräußerung dieser Vermögensgegenstände zu angemessenen Bedingungen, längstens jedoch zwei Jahre nach Vorlage von Aktien zur Rücknahme, kann die Gesellschaft die Rücknahme verweigern. Nach Ablauf dieser Frist kann die Gesellschaft Vermögensgegenstände ohne Beachtung der Beleihungsgrundsätze und über den im Emissionsdokument genannten Fremdkapitalanteil von circa 60% hinaus beleihen, um die Mittel zur Rücknahme der Aktien zu beschaffen. Die darüber hinaus gehende Fremdkapitalaufnahme darf jedoch 10 % des Vermögens der Gesellschaft nicht überschreiten. Die Gesellschaft ist verpflichtet, Belastungen, soweit diese die im Emissionsdokument genannte Belastungsgrenze überschreiten, abzulösen, sobald dies zu angemessenen Bedingungen möglich ist. Wird die Rücknahme nach den Vorschriften dieses Absatzes aufgeschoben, so ist der Rücknahmepreis zum Zeitpunkt der tatsächlich durchgeführten Rücknahme zu bestimmen.

Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie abzüglich einer ggf. durch den Verwaltungsrat im Einzelfall bestimmten Rücknahmegebühr nach Maßgabe der Bestimmungen des Emissionsdokumentes.

(3) Die Gesellschaft darf die Rücknahme der Aktien aussetzen, wenn außergewöhnliche Umstände gemäß Artikel 13 vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Solange die Rücknahme ausgesetzt ist, dürfen keine Aktien ausgegeben werden. Die Gesellschaft wird der CSSF die Entscheidung zur Aussetzung der Rücknahme unverzüglich anzeigen. Die Gesellschaft wird die Aktionäre durch eine schriftliche Bekanntmachung an die im Aktienregister angegebene Anschrift über die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Rücknahme der Aktien unterrichten. Falls ein Rücknahmeantrag gestellt wurde, welcher bis zum Datum der Wiede-



raufnahme der Rücknahme der Aktien nicht schriftlich bei der Gesellschaft widerrufen wurde, wird der Antrag gemäß den geltenden Bestimmungen abgerechnet.

(4) Aktien die zurückgekauft wurden, werden annulliert.

(5) Der Rücknahmepreis je Aktie wird innerhalb von dreißig Bankarbeitstagen nach der tatsächlich durchgeführten Rücknahme gezahlt.

**Art. 10. Beschränkungen des Eigentums an Aktien.** Die Gesellschaft kann das Eigentum an Aktien personenbezogen beschränken oder verhindern, wenn das Eigentum nach Ansicht des Verwaltungsrats der Gesellschaft schaden könnte oder einen Verstoß gegen luxemburgische oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn die Gesellschaft hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

Insbesondere kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Institutionellen Investoren (jeweils im Sinne der in diesem Artikel verwendeten Definition) beschränken und die Gesellschaft kann zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien bzw. die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte gibt, dass diese Eintragung bzw. Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-institutionelle Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, bzw. einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie der Gesellschaft jegliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die die Gesellschaft für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob das wirtschaftliche Eigentum an den Aktien dieses Aktionärs bei einer US-Person oder einem Nicht-institutionellen Investor liegt oder ob sich aus der betreffenden Eintragung ein wirtschaftliches Eigentum von US-Personen bzw. nichtinstitutionellen Investoren ergeben würde; und

c) von einem Aktionär verlangen, seine Aktien zu verkaufen und der Gesellschaft innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen den entsprechenden Verkauf nachzuweisen, wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-institutioneller Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person der wirtschaftliche Eigentümer von Aktien ist. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann die Gesellschaft zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien zurücknehmen oder den Zwangsverkauf durch diesen Aktionär verlangen, und zwar auf folgende Art und Weise:

(i) Der Verwaltungsrat stellt dem Aktionär, der solche Aktien hält bzw. im Aktienregister als Eigentümer der zu kaufenden Aktien eingetragen ist, eine zweite Mitteilung zu (nachstehend "Kaufmitteilung" genannt), in der die wie oben ausgeführt zu kaufenden Aktien und die Berechnungsweise des Kaufpreises angegeben sind. Jede dieser Mitteilungen kann dem Aktionär zugesandt werden, indem sie an die im Aktienregister der Gesellschaft eingetragene Anschrift des betreffenden Aktionärs adressiert werden. Mit Ablauf des Tages, der in der Kaufmitteilung angegeben wird, endet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der in dieser Mitteilung angegebenen Aktien, und sein Name wird aus dem Aktienregister gestrichen.

(ii) Der für jede Aktie zu zahlende Preis (nachstehend "Kaufpreis" genannt), entspricht dem gemäß Artikel 12 berechneten Nettoinventarwert je Aktie am Bewertungstag, der dem vom Verwaltungsrat für die Rücknahme der Aktien bestimmten Zeitpunkt der Kaufmitteilung unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 12 vorgesehenen Kosten und Gebühren.

(iii) Der Kaufpreis wird dem früheren Eigentümer der betreffenden Aktien normalerweise in Euro gezahlt und wird nach der endgültigen Bestimmung des Kaufpreises zur Zahlung an den betreffenden Eigentümer bei einer Bank in Luxemburg oder an einem anderen, in der Kaufmitteilung bestimmten Ort hinterlegt. Mit Zugang der Kaufmitteilung verliert der frühere Eigentümer, mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des unverzinsten Kaufpreises von der betreffenden Bank, jegliche Rechte an diesen Aktien sowie jegliche Rechte und Ansprüche gegen die Gesellschaft und hinsichtlich deren Vermögens. Alle einem Aktionär gemäß diesem Artikel gegen die Gesellschaft zustehenden Forderungen, die nicht innerhalb einer Frist von fünf Jahren ab dem in der Kaufmitteilung angegebenen Datum geltend gemacht werden, fallen an die Gesellschaft zurück und können nicht mehr geltend gemacht werden. Der Verwaltungsrat ist dazu ermächtigt, jeweils alle zur Vollendung des Heimfalls notwendigen Schritte zu unternehmen, und diese Maßnahmen im Namen der Gesellschaft zu genehmigen.

(iv) Die Ausübung der in diesem Paragraphen der Gesellschaft eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als von der Gesellschaft am Tag der Kaufmitteilung angenommen, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft in gutem Glauben gehandelt hat.

Der in diesen Paragraphen verwendete Begriff "US-Person" steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA bzw. nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Besitzungen der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen bzw. Trusts außer Nachlässen bzw. Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt werden, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen bzw. in der unter dem US-Securities

Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "US-Personen" definierten Personen zugeschrieben wird.

Der Begriff "US-Person" schließt weder die Zeichner von Aktien, die bei Gründung der Gesellschaft ausgegeben werden, ein, solange diese Zeichner diese Aktien halten, noch die Wertpapierhändler, die Aktien im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien durch die Gesellschaft zu Vertriebszwecken erwerben.

Der Begriff "Nicht-Institutioneller Investor", so wie in dieser Satzung verwendet, umfasst alle natürlichen und juristischen Personen, die nicht als "Institutionelle Investoren" im Sinne der in Artikel 7 dieser Satzung aufgeführten Definition gelten können.

Personen, die Aktien an der Gesellschaft halten, verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Institutionelle Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

#### **Art. 11. Übertragung von Aktien.**

(1) Eine Verfügung über Aktien bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre. Aktien können lediglich an institutionelle Investoren übertragen werden. Verfügung ist insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung, der Transfer und die Abtretung von Aktien. Jegliche (subsidiäre) Haftung für ausstehende Kapitaleinzahlungen oder andere Beträge durch den Aktionär nach Verfügung über die Aktien ist ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

(2) Eine Verfügung ist grundsätzlich nur möglich, wenn es sich beim Erwerber der Aktien um institutionelle Investoren handelt. Hierzu gehören unter anderem Versicherungen, Sozialversicherungsträger, Pensionsfonds, Pensionskassen, Kapitalanlagegesellschaften, Stiftungen sowie Kreditinstitute. Andere potentielle Erwerber können akzeptiert werden, sofern sie über die entsprechende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder über ausreichende geeignete Sicherheiten verfügen und als "Institutionelle Investoren" im Sinne der in Artikel 7 dieser Satzung aufgeführten Definition qualifizieren.

(3) Für den Fall der Verfügung über Aktien wird den übrigen Aktionären ein Vorkaufsrecht eingeräumt. Vor jeder Verfügung gemäß dem in Absatz 5 näher beschriebenen Verfahren über Aktien hat der Verfügende die in Rede stehenden Aktien zu den gleichen Bedingungen den übrigen Aktionären anzubieten und/oder den übrigen Aktionären die Möglichkeit einzuräumen, selbst einen neuen Aktionär für die Aktien zu bestimmen. Sofern die Aktionäre von diesem Angebot nicht binnen zwei Monaten Gebrauch machen, kann die Veräußerung an den von dem Veräußernden bestimmten Dritten erfolgen.

(4) Soweit und solange Aktien zum Sicherungsvermögen eines Aktionärs gehören, darf über diese Aktien nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes bestellten Treuhänders oder seines Stellvertreters verfügt werden.

(5) Ein Aktionär (nachstehend "Verkaufender Aktionär" genannt), der einige oder sämtliche von ihm gehaltene Aktien (nachstehend "Angebotene Aktien" genannt) an einen anderen Aktionär oder einen Dritten (nachstehend "Dritter" genannt) verkaufen will, muss dem Verwaltungsrat diese Tatsache mitteilen und Einzelheiten zu den angebotenen Aktien (insbesondere Kaufpreis je Aktie, Zahl der Angebotenen Aktien) angeben, wobei die Bedingungen dieses Angebots bei Annahme endgültig und bindend sein müssen. Der Verwaltungsrat bietet die angebotenen Aktien innerhalb von zehn Bankarbeitstagen nach Erhalt dieser Mitteilung im Verhältnis zur von jedem Aktionär gehaltenen jeweiligen Anzahl von Aktien den anderen Aktionäre an. Die Angebotenen Aktien werden zu einem Preis je Aktie und zu denselben Bedingungen angeboten, wie sie der Dritte angeboten hatte (nachstehend "Vereinbarte Bedingungen" genannt), und das Angebot steht über einen Zeitraum von zwanzig Bankarbeitstagen zur Annahme offen (nachstehend "Annahmezeitraum" genannt).

a) Bei Annahme eines Angebots teilt jeder Aktionär dem Verwaltungsrat die Anzahl der Angebotenen Aktien mit, für die er das Angebot annimmt, und ob er willens ist, weitere Angebotene Aktien zu kaufen und wie viele, falls nicht alle anderen Aktionäre das Angebot annehmen.

b) Falls nicht alle Aktionäre das Angebot vollständig annehmen, werden die überschüssigen Angebotenen Aktien an die Aktionäre verkauft, die gemäß Punkt a) im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Aktien ihre Bereitschaft bekundet haben, weitere Angebotene Aktien zu kaufen. Wenn nur ein Aktionär das Angebot annimmt, können alle Angebotenen Aktien an diesen Aktionär verkauft werden.

c) Der Verwaltungsrat benachrichtigt spätestens fünf Bankarbeitstage nach dem Ende des Annahmezeitraums den Verkaufenden Aktionär über die Anzahl der Angebotenen Aktien, zu deren Kauf sich die anderen Aktionäre verpflichtet haben. Der Verkaufende Aktionär verkauft dementsprechend diese Anzahl von Angebotenen Aktien an die anderen Aktionäre und kann die restlichen Angebotenen Aktien an den Dritten verkaufen, vorausgesetzt, dass dieser Verkauf innerhalb von zwanzig Bankarbeitstagen nach dem Annahmezeitraum für die anderen Aktionäre und gemäß den Vereinbarten Bedingungen erfolgt.

d) Solange ein Aktionär noch ausstehende Verpflichtungen gemäß dem Subscription Agreement zu erfüllen hat, können Verkauf, Abtretung oder Übertragung der von dem betreffenden Aktionär gehaltenen Aktien nicht rechtswirksam werden, sofern der jeweilige Übertragungsempfänger oder Zessionar sich nicht schriftlich verpflichtet, die Bedingungen des Subscription Agreements einzuhalten, indem er eine Beitrittsurkunde ausfertigt. (6) Für die Einräumung, Abtretung, Verpfändung oder Gewährung von Sicherheiten an Aktien gelten die vorstehenden Vorschriften entsprechend.



## Art. 12. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Soweit erforderlich und im Rahmen des Luxemburger Rechts zulässig wird der Nettoinventarwert je Anteil unter der Verantwortung des AIFM durch die Zentralverwaltungsstelle an jedem Bewertungstag in Übereinstimmung mit den nachstehenden Regelungen, dem Luxemburger Recht und den allgemeinen in Luxemburg anwendbaren Rechnungslegungsvorschriften ("LuxGAAP") berechnet.

(2) In Übereinstimmung mit den Vorschriften von Teil II des Gesetzes von 2007 und des Gesetzes von 2013 wurde die Zentralverwaltungsstelle durch den AIFM gemäß den Bedingungen der Zentralverwaltungsvereinbarung ernannt, die genaue und unabhängige Berechnung des Nettoinventarwertes durchführen. Die Zentralverwaltungsstelle übt ihre Funktion unparteiisch sowie mit dem erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt aus.

(3) Die Haftung des AIFM gegenüber der Gesellschaft und den Investoren wird von einer Übertragung dieser Funktionen nicht berührt. Ungeachtet der vorstehenden Bestimmungen und anderslautender vertraglicher Vereinbarungen haftet die Zentralverwaltungsstelle dem AIFM für jeden Verlust, den der AIFM als Ergebnis ihres fahrlässigen Verhaltens oder vorsätzlicher Pflichtverletzung bei Ausübung ihrer Aufgaben erleidet.

(4) Der Nettoinventarwert je Aktie wird in Euro ausgewiesen und zu jedem Bewertungstag bestimmt. Der Nettoinventarwert je Aktie wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert der Gesellschaft (berechnet als Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft am jeweiligen Bewertungstag) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie kann auf Anweisung des AIFM auf den nächsten vollen Euro-Betrag auf- oder abgerundet werden. Die Veröffentlichung des Nettoinventarwerts erfolgt gemäß dem mit der Verwaltungsstelle abgeschlossenen Vertrag.

Der AIFM ist berechtigt, für den Fall, dass seit der letzten Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eine wesentliche Änderung in Bezug auf einen wesentlichen Teil der von der Gesellschaft gehaltenen Anlagen eingetreten ist, die erste Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(5) Die Vermögenswerte der Gesellschaft bestehen aus:

- a) auf den Namen der Gesellschaft eingetragenem Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- b) Gesellschaftsanteilen;
- c) Barguthaben und sonstigen flüssigen Mitteln, einschließlich darauf aufgelaufener Zinsen;
- d) Geldmarktpapieren;
- e) von der Gesellschaft gehaltenen Aktien und sonstigen Wertpapieren;
- f) Dividenden und Dividendenansprüchen, soweit der Gesellschaft hierüber ausreichende Informationen vorliegen;
- g) Zinsen, die auf im Eigentum der Gesellschaft befindliche Einlagen aufgelaufen sind, soweit diese nicht im Kapitalbetrag dieses Vermögensgegenstandes enthalten oder ausgewiesen sind;
- h) nicht abgeschriebenen Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und die Platzierung der Aktien;
- i) sämtlichen sonstigen Vermögenswerten jeglicher Art, einschließlich getätigter Anzahlungen.

Diese Vermögensanlagen werden wie folgt bewertet:

1) Immobilienvermögen wird unter Berücksichtigung des Wertzuwachses der Vermögensgegenstände zum geschätzten Marktwert auf konsolidierter Konzernbasis bewertet;

2) der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktivischen Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, die beschlossen oder wie vorgenannt aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden in voller Höhe berücksichtigt, es sei denn, es ist unwahrscheinlich, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, in welchem Falle ihr Wert mit einem jeweils für angemessen gehaltenen Abschlag festgelegt wird, um ihren tatsächlichen Wert wieder zu geben;

3) bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung der Bewertungsgrundlage der einzelnen Anlagen an die neuen Markttrenditen;

4) an einer Börse notierte oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden aufgrund des letzten verfügbaren Kurses bewertet;

5) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen Geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom AIFM nach vernünftigen Erwägungen und in gutem Glauben ermittelt wird.

Alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte, beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom AIFM genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Preise nicht dem Verkehrswert zu entsprechen scheinen, mit ihrem marktgerechten Wert, der in gutem Glauben entsprechend den vom AIFM bestimmten Verfahren ermittelt wird, angesetzt.

Für die Ermittlung des Werts von (i) im Namen der Gesellschaft oder eine ihrer mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften eingetragenem Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten und (ii) direkten oder indirekten Anteilen der Gesellschaft in Immobiliengesellschaften, ernannt die Gesellschaft einen oder mehrere Immobiliensachverständige.

Der oder die ernannte(n) Immobiliensachverständige(n) kann (können) unter eigener Haftung weitere Immobiliensachverständige hinzuziehen. Der AIFM kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse der Gesellschaft und ihrer Aktionäre liegt.

Der Wert der mehrheitlich gehaltenen Tochtergesellschaften beruht auf der Bewertung der Immobilien durch den Immobiliensachverständigen und wird von einer anerkannten, von der Gesellschaft bestellten Wirtschaftsprüfungsgesellschaft ermittelt.

Die Bewertung findet einmal jährlich statt. Der AIFM legt durch Beschluss für jede einzelne Immobilie den Kalendermonat fest, zu dem die Immobilie einmal jährlich bewertet wird. Der zur jährlichen Bewertung festgestellte Wert wird bis zur nächsten jährlichen Bewertung verwendet, sofern keine Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage oder des Zustandes der Immobilie eine Neubewertung erfordert, die dann zu denselben Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchzuführen ist.

Der Wert von nicht in Euro ausgewiesenen Vermögenswerten und Verbindlichkeiten wird zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollten diese Notierungen nicht verfügbar sein, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben durch den AIFM oder gemäß dem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

Der AIFM kann in seinem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese Bewertung den Verkehrswert eines Vermögenswerts oder eine Verpflichtung der Gesellschaft besser reflektiert. Diese Methode wird dann im weiteren Zeitverlauf durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von dem AIFM zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigten Abweichungen stützen. In jedem Fall stellt der AIFM die ordnungsgemäße unabhängige Bewertung des Vermögens des Fonds sicher.

(6) Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft umfassen:

- a) Darlehensverbindlichkeiten und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen);
- b) sämtliche auf diese Darlehen oder andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital aufgelaufene Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);
- c) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Verwahrstelle und der Zentralverwaltung);
- d) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich des Betrages aller unbezahlter, von der Gesellschaft ausgewiesener Ausschüttungen;
- e) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen bis zum Bewertungstag basieren, und gegebenenfalls andere, vom AIFM genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der AIFM als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Gesellschaft ansieht;
- f) Kosten für die Verwaltung und die Bewirtschaftung der Immobilien soweit nicht auf den Mieter umlegbar;
- g) alle anderen Verbindlichkeiten der Gesellschaft jeglicher Art, die in Übereinstimmung mit luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten berücksichtigt die Gesellschaft sämtliche von dieser zu zahlenden Aufwendungen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen der Gesellschaft ist in Artikel 22 enthalten.

Die Gesellschaft kann regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(7) Im Sinne dieses Artikel 12 gilt:

- a) Aktien, welche gemäß Artikel 9 zurückgekauft werden sollen, gelten als im Umlauf befindlich und werden solchermassen in den Büchern geführt bis unmittelbar nach dem durch den AIFM festgelegten Zeitpunkt zum entsprechenden Bewertungstag, und von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung gilt der Rückkaufpreis als eine Verbindlichkeit der Gesellschaft.
- b) Von der Gesellschaft auszugebende Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.
- c) Sämtliche Investitionen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die in anderen Währungen als der Nettoinventarwert der Gesellschaft ausgewiesen werden, werden bewertet, nachdem der zum Zeitpunkt der Festlegung des Nettoinventarwerts der Aktien gültige Marktkurs oder Wechselkurs berücksichtigt wurde.
- d) Wenn sich die Gesellschaft an einem Bewertungstag verpflichtet hat,
  - (i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen, und der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen;
  - (ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den die Gesellschaft für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand der Gesellschaft ausgewiesen, und der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht in die Vermögensgegenstände der Gesellschaft aufgenommen, es sei denn, dass der genaue Wert oder die Natur dieser Gegenleistung an dem jeweiligen Bewertungstag unbekannt ist; in diesem Fall wird deren Wert von der Gesellschaft geschätzt. Jedoch gelten bei Käufen und Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem Geregelten Markt die in diesem Punkt

d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag nach dem Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs (d.h. dem Tage, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt).

**Art. 13. Häufigkeit und Vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe von Aktien.** Die Gesellschaft (oder ein von ihr ernannter Vertreter) errechnet den Nettoinventarwert je Aktie unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Die Berechnung erfolgt an jedem Bewertungstag, der mindestens einmal jährlich zum Ende des Geschäftsjahrs der Gesellschaft sowie darüber hinaus an jedem Tag, an dem der Verwaltungsrat in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen die Preisfestsetzung einer Ausgabe von Aktien genehmigt oder die Rücknahme von Aktien erlaubt, stattfindet. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Festlegung des Nettoinventarwerts je Aktie sowie die Ausgabe ihrer Aktien während folgender Zeiten auszusetzen:

a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem Immobilienmarkt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerte ohne ernsthafte nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht gerecht kalkuliert werden können; oder

b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts der Gesellschaft angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes der Gesellschaft, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von größter Wichtigkeit ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden kann; oder

c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaft der Gesellschaft nicht genau bestimmt werden kann; oder

d) während eines Zeitraums, in dem die Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu normalen Wechselkursen durchgeführt werden kann; oder

e) während eines jeden Zeitraums, in dem die großen Märkte oder anderen Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als wegen der üblichen Feiertage) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung zum Zwecke der Beschlussfassung, die Gesellschaft aufzulösen; oder

g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

Die Gesellschaft informiert die Aktionäre über diese Aussetzungen und unterrichtet die Investoren, die einen Antrag auf die Zeichnung von Aktien gestellt haben, dementsprechend.

Ungeachtet der Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes sowie der Ausgabe von Aktien gemäß den vorherstehenden Bedingungen kann der Verwaltungsrat gemäß Artikel 7 und vorbehaltlich der dort aufgeführten Bedingungen auch weiterhin Aktien auf Basis eines durch den Verwaltungsrat bestimmten vorläufigen Nettoinventarwert ausgeben, insofern die Ausgabe von Aktien insbesondere im Hinblick auf den Erwerb von Anlagen für die Gesellschaft und im Zusammenhang mit dem Abschluss bereits beschlossener Transaktionen, auch weiterhin erforderlich ist.

### Titel III. Verwaltung und Überwachung

**Art. 14. Verwaltungsratsmitglieder.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens drei und höchstens sechs Mitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre der Gesellschaft sein. Die Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt grundsätzlich fünf Jahre. Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären, die auch die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder und deren Bezüge bestimmen, bei der Aktionärsversammlung mit Qualifizierter Mehrheit gewählt. Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant sein, kann diese Position vorübergehend von den restlichen Mitgliedern des Verwaltungsrats gefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt sodann bei der nächsten Aktionärsversammlung.

**Art. 15. Verwaltungsratssitzungen.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden wählen. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Mitglied des Verwaltungsrats sein muss und welcher die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen verfasst und für die Aufbewahrung sorgt. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von zwei seiner Mitglieder einberufen; er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort.

Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, so entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, dass ein anderes Mitglied des Verwaltungsrats den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

Beschlüsse des Verwaltungsrats werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Im Falle einer Stimmengleichheit hat der Vorsitzende die ausschlaggebende Stimme.

Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die die Gesellschaft für die Geschäftstätigkeit und die Leitung der Gesellschaft für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre der Gesellschaft handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens drei Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, außer bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, woraus sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Einberufungsmitteilung anzugeben sind. Auf die Notwendigkeit einer Mitteilung kann per Telefax oder einem anderen gleichwertigen Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

Verwaltungsratsmitglieder können sich untereinander per Telefax oder einem gleichwertigen Kommunikationsmittel Vertretungsmacht für Verwaltungsratssitzungen erteilen. Mehrfachvertretung ist zulässig. Die Teilnahme an Verwaltungsratssitzungen durch Konferenzschaltungen oder ähnliche kommunikationstechnische Einrichtungen, bei denen eine gegenseitige Verständigung aller Teilnehmer gewährleistet ist, ist zulässig. Teilnehmer, welche solchermaßen der Sitzung beigewohnt haben, werden als persönlich anwesend gezählt.

Die Verwaltungsratsmitglieder können nur im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, außer ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt. Der Verwaltungsrat ist nur beratungs- und beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten ist, die der Verwaltungsrat gemäß Geschäftsordnung oder Beschluss festgelegt hat.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden, bedürfen ggf. der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern.

Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die bei der Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder einem gleichwertigen Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

**Art. 16. Befugnisse des Verwaltungsrats.** Der Verwaltungsrat hat die umfassende Befugnis, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 im Namen der Gesellschaft vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht gemäß anwendbarem Recht oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

Der Verwaltungsrat kann insbesondere alle Befugnisse der Gesellschaft ausüben, um Kredite aufzunehmen, sein (jetziges oder künftiges) Unternehmen oder Vermögensgegenstände oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren. Im Rahmen der Vorgaben des Gesetzes von 2013 hat der Verwaltungsrat das Portfolio- und Risikomanagement des Fonds an den AIFM übertragen (vgl. Artikel 17).

**Art. 17. AIFM.** Der Fonds hat den AIFM in Einklang mit Kapitel II der AIFM Richtlinie und Kapitel 2 des Gesetzes von 2013 ernannt. Die Rechte und Pflichten des AIFM sind in Teil II des Gesetzes von 2007, dem Gesetz von 2013 und der Managementvereinbarung geregelt. Neben der Verwaltung dieses Fonds verwaltet der AIFM auch andere Organismen für gemeinsame Anlagen.

Der AIFM verwaltet den Fonds im Einklang mit dem Emissionsdokument, der Satzung, der Luxemburger Gesetzgebung und der Managementvereinbarung und im ausschließlichen Interesse der Aktionäre. Er ist gemäß den hier weiter ausgeführten Bestimmungen ermächtigt alle Rechte, die direkt oder indirekt im Zusammenhang mit den Vermögenswerten des Fonds stehen, auszuüben. Der AIFM trifft die Investment- und Divestmententscheidungen für den Fonds.

In seiner Funktion als AIFM des Fonds ist der AIFM gegenüber dem Fonds insbesondere für die folgenden Pflichten verantwortlich:

- Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds (einschließlich Portfolio- und/oder Risikomanagement hinsichtlich dieser Vermögenswerte);
- Verwaltung des Fonds (einschließlich der Berechnung des Nettoinventarwertes);
- Marketing und Vertrieb der Aktien des Fonds; es wird davon ausgegangen, dass der AIFM die Distributoren und Unter-Distributoren benennt.

In Einklang mit den geltenden Gesetzen und Vorschriften und vorheriger Zustimmung der CSSF ist der AIFM berechtigt, unter seiner Verantwortung, Teile seiner Pflichten und Befugnisse an jede Person oder Entität, die er für angemessen erachtet und über die erforderliche Erfahrung verfügt, zu delegieren. Jede solche Übertragung erfolgt in Einklang mit Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

Um mögliche Haftungsrisiken abzudecken, welche sich aus der Verletzung beruflicher Sorgfaltspflichten ergeben können, hält der AIFM zusätzliche angemessene Eigenmittel, oder schließt alternativ in entsprechendem Umfang Versicherungen ab, im Einklang mit den Vorschriften des Gesetzes von 2013 und der AIFM Verordnung, um jede berufliche Haftung abzudecken, welche sich aus der Tätigkeit des AIFM ergibt.

**Art. 18. Unterschriftsbefugnis.** Dritten gegenüber wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

**Art. 19. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann die tägliche Geschäftsführung der Gesellschaft (mit inbegriffen die Zeichnungsbefugnis im Rahmen der täglichen Geschäftsführung) und seine Befugnisse, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

Der Verwaltungsrat kann außerdem andere Bevollmächtigte ernennen, welche keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen; solche Bevollmächtigte werden die an sie vom Verwaltungsrat übertragenen Befugnisse haben.

Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

**Art. 20. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.** Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung die Anlagepolitik der Gesellschaft umzusetzen und die Handlungsrichtlinien des Managements und der geschäftlichen Angelegenheiten der Gesellschaft im Rahmen der im Emissionsdokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen zu bestimmen.

Die Gesellschaft kann gemäß der jeweiligen Entscheidung des Verwaltungsrats Anlagen in Immobilien entweder direkt oder indirekt durch Gesellschaften vornehmen. Bezugnahmen in dieser Satzung auf "Anlagen" und "Vermögensgegenstände" bedeuten entweder getätigte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen oder getätigte Anlagen und das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Der Verwaltungsrat kann nur auf Empfehlung des Anlageausschusses die im Emissionsdokument festgelegte Anlagepolitik ändern oder Ausnahmen hiervon zulassen.

**Art. 21. Anlageausschuss.** Für die Gesellschaft wird ein Anlageausschuss gebildet, der den Verwaltungsrat und den AIFM hinsichtlich der Anlagetätigkeit, Sanktionen hinsichtlich Säumiger Investoren und Interessenskonflikte berät. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung festgelegten Anlageziele, Anlagewerte, Anlagegrenzen und Risikomischungsvorschriften zu beachten.

Zur Klarstellung: Es werden keine Aufgaben des Portfoliomanagements im Sinne des Anhangs II des Gesetzes von 2013 (sowie des Artikels 18 des Gesetzes von 2013) auf den Anlageausschuss übertragen, insbesondere hat der Anlageausschuss keinen Ermessensspielraum Investmententscheidungen zu treffen.

Der Anlageausschuss besteht grundsätzlich aus höchstens zehn Vertretern, die vom Verwaltungsrat bestellt werden. Jeder Aktionär, dessen Kapitalzusage Euro 25 Mio. entspricht oder übersteigt, ist berechtigt, einen Vertreter für den Anlageausschuss zu benennen; jeder Aktionär kann die Abberufung eines von ihm vorgeschlagenen Vertreters verlangen. Die Vertreter des Anlageausschusses sollen über besondere Sachkunde bei der Anlage in Immobilien verfügen. Die Vertreter des Anlageausschusses sind ehrenamtlich tätig. Die Gewichtung der Stimme eines Vertreters erfolgt auf Grundlage des von dem entsandten Aktionär gehaltenen Kapitalanteils an der Gesellschaft.

Der Verwaltungsrat der Gesellschaft bestellt die von den Vorschlagsberechtigten vorgeschlagenen Mitglieder und beruft sie ab, wenn der jeweils Vorschlagsberechtigte es verlangt. Die Mitglieder können ihr Amt jederzeit durch schriftliche Erklärung gegenüber dem Verwaltungsrat niederlegen.

Der Anlageausschuss hat die Aufgabe, den Verwaltungsrat der Gesellschaft und den AIFM unter Beachtung der Interessen aller Aktionäre bei der Anlagepolitik zu beraten und Empfehlungen über den Ankauf und Verkauf von Vermögensgegenständen für die Gesellschaft abzugeben. Der Anlageausschuss kann auch Änderungen und Ergänzungen der Anlagepolitik der Gesellschaft empfehlen. Der AIFM muss den Anlageausschuss vor jeder Anlage- oder Verkaufsentscheidung konsultieren. Bei einer ablehnenden Entscheidung des Anlageausschusses kann der AIFM die vorgeschlagene Transaktion mit gesonderter Begründung erneut dem Anlageausschuss zur Entscheidung vorlegen. Der Verwaltungsrat und der AIFM berichten dem Anlageausschuss regelmäßig über die Tätigkeiten und Anlagen der Gesellschaft.

Die Sitzungen des Anlageausschusses erfolgen so oft, wie es die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft erfordert, mindestens aber achtmal jährlich. Der Verwaltungsrat kann die Mindestsitzungsfrequenz jederzeit durch Beschluss auf zweimal jährlich reduzieren. Die Sitzungen des Anlageausschusses beruft in der Regel der Verwaltungsrat ein. Den Vorsitz führt ein auf Vorschlag der Aktionäre vom Anlageausschuss gewählter Vertreter. Der Ausschuss ist beschlussfähig, wenn mindestens die Mehrheit der Vertreter des Anlageausschusses an der Beschlussfassung teilnehmen. Entfällt die Mehrheit der Stimmrechte im Anlageausschuss auf einen Aktionär (Mehrheitsaktionär), entscheidet der Anlageausschuss mit einfacher Mehrheit, es sei denn, alle übrigen Aktionäre stimmen dagegen. Hat kein Aktionär die Mehrheit der Stimmrechte im



Anlageausschuss, entscheidet der Anlageausschuss mit Qualifizierter Mehrheit. In allen Fällen schriftlicher Abstimmung haben die Vertreter des Anlageausschusses ihr Votum innerhalb einer Frist von 3 Bankarbeitstagen abzugeben.

Jeder Vertreter des Anlageausschusses hat das Recht, einen Stellvertreter zu benennen, der, wenn der ordentliche Vertreter des Anlageausschusses nicht anwesend ist, dessen Rechte ausübt.

Im Falle eines Interessenskonflikts oder von Empfehlungen zu Sanktionen gegen einen Säumigen Investor ist der Vertreter des Anlageausschusses, der von dem Aktionär ernannt wurde, der den Interessenkonflikt verursacht hat oder der sich in Verzug befindet, nicht zur Stimmabgabe berechtigt. Der Ausschuss fasst seine Beschlüsse in Sitzungen oder, wenn kein Vertreter des Anlageausschusses dieser Form der Beschlussfassung unverzüglich widerspricht, per Telefax oder gleichwertigem Kommunikationsmittel. Die Vertreter des Anlageausschusses sind schriftlich zu laden. Es soll eine Frist von 5 Kalendertagen eingehalten werden. Eine kürzere Ladungsfrist ist unschädlich, sofern kein Vertreter des Anlageausschusses dem unverzüglich widerspricht.

Die Vertreter des Anlageausschusses verpflichten sich, im Rahmen ihrer beratenden Tätigkeit die Regelungen des Investmentgesetzes sowie sämtliche Anweisungen und Auflagen der luxemburgischen Aufsichtsbehörde zu beachten. Sie sind zur Verschwiegenheit verpflichtet und dürfen Informationen an Dritte nur mit ausdrücklicher Zustimmung des Verwaltungsrats der Gesellschaft weitergeben. Sie haben den Verwaltungsrat der Gesellschaft ebenfalls auf mögliche Interessenkonflikte hinzuweisen. In Zweifelsfällen entscheidet der Vorsitzende des Anlageausschusses.

Über jede Sitzung des Anlageausschusses wird ein Protokoll angefertigt. Dieses wird vom Vorsitzenden des Anlageausschusses unterzeichnet und allen Sitzungsteilnehmern zugesandt.

**Art. 22. Kosten und Gebühren.** Gemäß der abzuschließenden Managementvereinbarung zahlt die Gesellschaft dem AIFM eine Asset Management Fee, Acquisition Fees, Sales Fees sowie gegebenenfalls Performance Fees.

Zu den weiteren Kosten der Gesellschaft zählen:

- Gründungskosten der Gesellschaft inklusive der Kosten und Aufwendungen der Gesellschaft im Zusammenhang mit der Strukturierung, Gründung und Auflegung der Gesellschaft und dem Angebot von Aktien,
- alle angemessenen Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten der Immobilienverwaltung und anderen nicht umlagefähigen Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Immobilien, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird,
- von der Gesellschaft zu tragende Verwaltungskosten,
- Sachverständigenkosten
- an die Wirtschaftsprüfer, Wirtschaftsprüfungsgesellschaften, die den Wert der Tochtergesellschaften ermitteln, Verwahrstelle und ihre Korrespondenzbanken, Domiziliar-, Verwaltungs-, Register- und Transferstelle und sämtlichen Zahlstellen, Vertriebsstellen und ständigen Vertretern an den Registrierungsstellen der Gesellschaft zu zahlende Gebühren und Aufwendungen sowie an andere von der Gesellschaft eingesetzte Vertreter zu zahlende Gebühren und Aufwendungen,
- von der Gesellschaft zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten),
- marktübliche Gebühren und Courtagen (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Mietverträgen), die an den Property Manager, den Health Care Spezialisten und/oder einen Dritten gezahlt werden und der Gesellschaft zusätzlich zu den an den AIFM zu zahlenden Gebühren berechnet werden,
- das Honorar der Mitglieder des Verwaltungsrats und deren angemessene Spesen, Gebühren sowie angemessene Spesen des Anlageausschusses, Versicherungsprämien und angemessene Reisekosten in Verbindung mit Verwaltungsratssitzungen,
- Kosten, die in Verbindung mit vom Verwaltungsrat begründeten Gremien und dem Anlageausschuss entstehen, einschließlich angemessener Spesen dieser Gremien für die Teilnahme an Sitzungen,
- Gebühren und Aufwendungen für Rechtsberatung, Steuerberatung, Wirtschaftsprüfer und von Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (einschließlich der Due-Diligence-Aufwendungen im Zusammenhang mit potenziellen Investitionen), Zahlungen oder Erstattungen sämtlicher Spesen für Rechts-, Steuerberatungs-, Wirtschaftsprüfungs- und andere Kosten der Gesellschaft in Verbindung mit der Gründung der Gesellschaft und der Ausgabe von Aktien der Gesellschaft,
- Gebühren und Aufwendungen in Verbindung mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung der Registrierung der Gesellschaft bei staatlichen Stellen oder Börsen im Großherzogtum Luxemburg und in anderen Ländern,
- Berichts- und Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Zusammenstellung, den Druck, die Werbung und Verteilung von Emissionsdokument, erklärender Memoranden, regelmäßige Berichte oder Eintragungsauszüge,
- Kosten der Berichte an die Aktionäre,
- Kosten, die im Zusammenhang mit der Feststellung des Nettoinventarwerts der Gesellschaft und ihrer Aktien entstehen,
- Kosten für die Einberufung und Durchführung von Aktionärsversammlungen und Verwaltungsratssitzungen, Sitzungen des Anlageausschusses und anderer Gremien der Gesellschaft (insbesondere des geschäftsführenden Hauptausschusses),

- sämtliche Steuern, Zölle, staatliche und ähnliche Abgaben, sowie sämtliche andere Verwaltungskosten, einschließlich Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Kosten für die etwaige Veröffentlichung von Ausgabe- und Rücknahmepreisen, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon- und Telexgebühren.

Die oben aufgeführten Fees und Gebühren kann die Gesellschaft auch für ihre (direkten oder indirekten) Tochtergesellschaften und Co-Investments endgültig oder teilweise tragen.

#### **Art. 23. Risiko - und Liquiditätsmanagement.** Risikomanagement

Der AIFM sorgt für die Festlegung, Umsetzung und Aufrechterhaltung angemessener und dokumentierter Grundsätze für das Risikomanagement, in denen die Risiken genannt werden, denen der von ihr verwaltete Fonds ausgesetzt ist oder ausgesetzt sein könnte. Die Grundsätze für das Risikomanagement umfassen die Verfahren, die notwendig sind, damit der AIFM bei dem von ihm verwalteten Fonds dessen Markt-, Liquiditäts- und Gegenparteirisiko sowie alle sonstigen relevanten Risiken, einschließlich operationeller Risiken, bewerten kann, die für den von ihm verwalteten Fonds wesentlich sein könnten. Weiterhin stellt das Verfahren des Risikomanagement eine unabhängige Überprüfung der Bewertungspolitik und Verfahren gemäß Art. 70 Absatz 3 der AIFM Verordnung sicher.

Der Fonds kann zum alleinigen Zweck der Absicherung alle derivativen Finanzinstrumente nutzen.

Der AIFM verwendet ein umfassendes Verfahren zur Bewertung der Risiken des Fonds, welches wiederum auf qualitativen und quantitativen Risikobemessungsgrundsätzen beruht.

Illiquide AIFs sind typischerweise einer speziell dafür vorgesehenen Risikomanagementeinrichtung unterworfen, welche einen bestimmten Überwachungsplan beinhalten sowie eine vorbörsliche Due Diligence und einen angepassten Überwachungsprozess verbessern, der aus speziellen Überwachungspositionen und -zyklen verbunden mit den Anforderungen des Fonds besteht.

Die Gesamtexposition der illiquiden AIFs wird nach der Commitment Methode unter Berücksichtigung des aktuellen Werts der zugrunde liegenden Vermögenswerte, der Risiken der Gegenparteien, zukünftigen Marktbewegungen und der verfügbaren Zeit zur Liquidierung der Positionen berechnet. Die Risikobewertung wird durch eine Kombination von quantitativen und qualitativen Maßnahmen ausgeübt.

Das Personal des Risikomanagements des AIFM überwacht die Einhaltung dieser Vorschriften in Einklang mit den Auflagen der anwendbaren Rundschreiben und veröffentlichten Verordnungen der CSSF oder jeder anderen Europäischen Behörde, die zur Veröffentlichung solcher Verordnungen oder technischen Vorschriften, die für den Fonds Anwendung finden, autorisiert ist.

#### **Hebelfinanzierung**

Der AIFM stellt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013 den jeweiligen Aufsichtsbehörden und Investoren für den Fonds Informationen über die Höhe der eingesetzten Hebelfinanzierung des AIFs in Brutto gemäß den Bruttoberechnungsmethoden nach Artikel 7 und auf Basis der Mittelbindung gemäß der Commitment Methode nach Artikel 8 der AIFM Verordnung zur Verfügung. Der Fonds hat in Ziffer 2.4 des Emissionsdokumentes eine Grenze der maximalen Fremdfinanzierung festgelegt.

#### **Liquiditätsmanagement**

Der AIFM sorgt für ein angemessenes Liquiditätsmanagementsystem, das es ermöglicht die Liquiditätsrisiken des Fonds zu überwachen. Der AIFM gewährleistet für den Fonds, dass die Liquiditätssituation des Fonds stets angepasst ist an dessen Anlagepolitik, Liquiditätsprofil, Vertriebspolitik und Rücknahmegrundsätze.

#### **Art. 24. Aufsichtsrechtliche Offenlegung.** Interessenkonflikte

Eventuelle Interessenkonflikte des AIFM, eines Aktionärs oder Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat und dem Anlageausschuss jederzeit und vollständig offen zu legen.

AIFM und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn der Gesellschaft ein Angebot zum Erwerb von Immobilien, Anteilen an Gesellschaften oder einem Immobilienfonds unterbreitet wird und der AIFM, ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen..

- dieses angebotene(n) Immobilie(n) im Vermögen hält;
- Anteile an der angebotenen Gesellschaft hält oder diese finanziert;
- Verwaltung oder Beratung im Zusammenhang mit der angebotenen Immobilie, Gesellschaft bzw. Immobilienfonds ausübt;
- ebenfalls ein direktes oder indirektes Investment in das angebotene Objekt oder ein entsprechendes Objekt in unmittelbarer Nähe in Erwägung zieht, vorbereitet oder bereits getätigt hat; oder..
- Partei eines Mietverhältnisses in Bezug auf das angebotene Objekt ist.

Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht insoweit das Stimmrecht des Mitglieds desjenigen Anlageausschusses, welches von dem Aktionär oder seiner Aktionärsgruppe ernannt wurde.

Die Aktionäre haben das Recht, mit einfacher Mehrheit eine unabhängige Prüfung der Bücher der Gesellschaft durch einen von ihnen zu benennenden Wirtschaftsprüfer zu verlangen, um überprüfen zu lassen, ob ein Interessenkonflikt besteht.



### Management der Interessenkonflikte

In Ausübung seiner Geschäftstätigkeit gehört es zur Aufgabe des AIFM, jede Handlung oder Transaktion, die zu einem Interessenkonflikt zwischen dem AIFM und dem Fonds oder seinen Investoren oder zwischen den Interessen eines oder mehrerer Investoren und den Interessen eines oder mehrerer anderer Investoren führen kann, zu identifizieren, zu bewältigen und wo notwendig zu verhindern. Der AIFM ist bemüht, jeden Konflikt in entsprechender Weise mit den höchsten Standards an Integrität und Fairness zu verwalten. Der AIFM unterhält angemessene und wirksame organisatorische und administrative Vorkehrungen zur Ergreifung aller angemessenen Maßnahmen zur Ermittlung, Vorbeugung, Beilegung und Beobachtung von Interessenkonflikten, um zu verhindern, dass diese den Interessen des Fonds und der Anteilseigner schaden.

Unbeschadet der gebotenen Vorsicht und bestmöglichen Bemühungen kann das Risiko nicht ausgeschlossen werden, dass eine Organisations- oder Verwaltungsvereinbarung, die von dem AIFM für die Handhabung von Interessenkonflikten entworfen wurde, sich als ineffizient erweist, mit hinreichender Sicherheit sicherzustellen, dass Schadensrisiken für die Interessen des Fonds oder seiner Anteilinhaber abgewendet werden können. In einem solchen Fall werden die nicht-gelösten Interessenkonflikte sowie die getroffenen Entscheidungen an die Anteilinhaber in angemessener Weise berichtet.

### Vergütungspolitik

Der AIFM hat eine Vergütungspolitik festgelegt, welche für die maßgeblichen Mitarbeiterkategorien im Sinne der AIFM Verordnung und der ESMA Richtlinien 2013/201 gelten. Die Offenlegung der Angaben zur Vergütung der maßgeblichen Mitarbeiterkategorien erfolgt in Entsprechung der Vorschriften des Gesetzes von 2013.

**Art. 25. Freistellung und Entschädigung.** Die Gesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l. und dessen Geschäftsführer, leitende Angestellte und Mitarbeiter und jeden Vertreter des Anlageausschusses für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen auf Grund Ihre Eigenschaft als Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter von CORPUS SIREO Investment Management S.à r.l. oder als ein Vertreter des Anlageausschusses oder auf Grund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Gesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Gesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des AIFM bestimmt sich nach den Vorschriften der Managementvereinbarung.

**Art. 26. Wirtschaftsprüfer.** Die im Jahresbericht der Gesellschaft enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréé" qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von der Gesellschaft vergütet werden, überprüft.

Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz vom 13. Februar 2007 vorschreibt.

## **Titel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr -Ausschüttungen**

**Art. 27. Vertretung.** Die Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre der Gesellschaft verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit der Gesellschaft zusammenhängenden Handlungen.

### **Art. 28. Aktionärsversammlungen.**

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie muss auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Aktienkapitals halten, einberufen werden.

Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 10. Mai um 15 Uhr an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

Ort und Zeit von anderen Aktionärsversammlungen sind in der jeweiligen Einladung zu bestimmen.

Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(2) Entscheidungen über folgende Angelegenheiten bedürfen der Zustimmung der Aktionärsversammlung:

- a) Änderungen der Satzung oder wesentliche Änderungen des Emissionsdokumentes oder der Managementvereinbarung; dies gilt nicht für solche Änderungen, die aufgrund der Änderung aufsichtsrechtlicher Vorschriften oder auf Verlangen einer Aufsichtsbehörde erfolgen;
- b) Änderung der Fremdfinanzierungs-/Kreditaufnahmepolitik der Gesellschaft;
- c) Bestellung der Verwaltungsratsmitglieder;
- d) Abberufung der Verwaltungsratsmitglieder;
- e) Kündigung der Managementvereinbarung;
- f) Änderung der Größe oder Zusammensetzung des Anlageausschusses;

- g) Bestätigung der geprüften Jahresabschlüsse der Gesellschaft und Ernennung der Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft;
- h) Vergütungen (außer den in der Managementvereinbarung geregelten Managementgebühren), die der Sireo Real Estate GmbH oder einem mit ihm Verbundenen Unternehmen für der Gesellschaft geleistete Dienste zu zahlen sind;
- i) Anordnung einer Buchprüfung und Ernennung eines Wirtschaftsprüfers zur Ermittlung eines Interessenkonflikts;
- j) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft einmal um maximal 5 weitere Jahre;
- k) Beendigung der Gesellschaft vor Ende ihrer Laufzeit;
- l) Reinvestition von Erlösen aus dem Verkauf von Anlagen;
- m) Zulassung neuer Investoren für den Fall der Säumnis eines Investors nach Artikel 8;
- n) Verlängerung der Laufzeit der Gesellschaft auf bestimmte oder unbestimmte Zeit nach Ablauf der in Artikel 3 vorgesehenen Verlängerung;

Die Aktionäre entscheiden die oben unter Punkt a) - c), e) f), j) und m) erwähnten Angelegenheiten mit Qualifizierter Mehrheit. Für Beschlüsse über die Punkte k), l) und n) ist ein einstimmig gefasster Beschluss der Aktionäre, die im Besitz aller im Umlauf befindlichen Aktien sind, erforderlich. Im übrigen findet Artikel 29 Absatz 2 Anwendung.

Der Verwaltungsrat lädt die eingetragenen Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens acht Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung an jeden der eingetragenen Aktionäre per Einschreiben. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat. Wird die Aktionärsversammlung auf schriftliche Aufforderung der Aktionäre einberufen, kann der Verwaltungsrat eine ergänzende Tagesordnung aufstellen.

Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird außerdem, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial in einer bzw. mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

Sollten alle Aktionäre anwesend bzw. ordnungsgemäß vertreten sein und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert betrachten, kann die Aktionärsversammlung ohne eine Einladung stattfinden. Der Verwaltungsrat kann alle anderen Bedingungen festlegen, die von den Aktionären für die Teilnahme an einer Aktionärsversammlung zu erfüllen sind.

Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, welche die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden.

**Art. 29. Mehrheitserfordernisse.** Jede Aktie gewährt im Einklang mit luxemburgischem Recht und dieser Satzung eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einfacher Mehrheit der anwesenden bzw. vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 30. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft ist das Kalenderjahr.

Die Abschlüsse der Gesellschaft sind in Euro ausgewiesen und werden auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

**Art. 31. Dividenden und Ausschüttungen.** Die Aktionärsversammlung entscheidet auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang über Ausschüttungen.

Der Verwaltungsrat kann mit Zustimmung der Aktionärsversammlung im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischendividenden ausschütten.

Ausschüttungen an Aktionäre werden an ihre jeweilige, im Aktienregister angegebene Anschrift gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an die Gesellschaft zurück.

Auf Dividenden, die von der Gesellschaft beschlossen und von ihr zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

Die Gesellschaft darf keine Dividenden ausschütten, soweit durch diese Ausschüttung die Auszahlung von möglicherweise entstehenden Ansprüchen des AIFM auf Objekt Performance Fees, auf eine Gesamtpformance Fee oder auf Zahlung der Asset Management Fee nach Kündigung der Managementvereinbarung gefährdet würde.

## Titel V. Schlussbestimmungen

**Art. 32. Verwahrstelle.** Die RBC Dexia Investor Services Bank S.A. ist zur Verwahrstelle des Fonds ernannt worden in Entsprechung des zwischen dem Fonds, der AIFM sowie der Verwahrstelle abgeschlossenen Verwahrstellenvertrags. RBC Dexia Investor Services Bank S.A. ist beim Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg (RCS) unter der Nummer B-47192 registriert und wurde 1994 unter dem Namen "First European Transfer Agent" errichtet. Sie hält eine Banklizenz

nach dem luxemburgischen Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor, und ist auf Verwahrstelle-, Fondverwaltungs- und damit verbundene Dienstleistungen spezialisiert.

Die Verwahrstelle ist verantwortlich für die Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds und unterliegt den Pflichten von Teil II des Gesetzes von 2007 und dem Gesetz von 2013.

Die Verwahrstelle stellt sicher, dass die Cashflows des Fonds effektiv und ordnungsgemäß überwacht werden und gewährleistet, dass:

- der Verkauf, die Ausgabe, die Rücknahme, die Auszahlung und die Aufhebung von Anteilen des Fonds gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung erfolgen;
- die Berechnung des Wertes der Anteile des Fonds nach den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts sowie der Satzung und dem in Artikel 19 des Gesetzes von 2013 geregelten Verfahrens erfolgt;
- die Weisungen des AIFM ausgeführt werden, es sei denn, diese verstoßen gegen geltende Vorschriften des Luxemburger Rechts oder die Satzung;
- bei Transaktionen mit Vermögenswerten des AIF der Gegenwert innerhalb der üblichen Fristen an den Fonds überwiesen wird; und..
- die Erträge des Fonds gemäß den geltenden Vorschriften des Luxemburger Rechts und der Satzung verwendet werden.

Den Regelungen des Verwahrstellenvertrags, des Gesetzes von 2013 sowie Teil II des Gesetzes von 2007 entsprechend kann die Verwahrstelle unter bestimmten Voraussetzungen und im Rahmen einer effektiven und ordnungsgemäßen Pflichterfüllung, die Verwahrung von Finanzinstrumenten ganz oder teilweise an Dritte übertragen. Bei der Auswahl und Bestellung eines Dritten gewährleistet die Verwahrstelle, dass sie mit der gemäß des Gesetzes von 2013 erforderlichen Wissen und Verständnis und der gebotenen Sorgfalt vorgegangen ist und die Vermögenswerte des Fonds nur an solche Dritte überträgt, die über einen den Anforderungen des Gesetzes von 2013 entsprechenden Sicherheitsstandard verfügen. Die Haftung der Verwahrstelle, wie nachfolgend beschrieben, wird von einer solchen Übertragung nicht berührt. Eine Liste von (einer) Unter-Verwahrstelle(n) ist auf Nachfrage an dem Geschäftssitz des AFIM verfügbar.

Die Verwahrstelle haftet gegenüber dem Fonds oder gegenüber Anteilseignern für das Abhandenkommen von Finanzinstrumenten durch die Verwahrstelle oder durch einen Dritten, dem die Verwahrung von Finanzinstrumenten übertragen wurde, entsprechend den Vorschriften des Gesetzes von 2013. Die Verwahrstelle haftet gegenüber dem Fonds oder den Anteilseignern auch für sämtliche sonstigen Verluste, welche diese infolge einer von der Verwahrstelle fahrlässig oder vorsätzlich verursachten Nichterfüllung ihrer Verpflichtungen gemäß des Gesetzes von 2013 erleiden. Die Verwahrstelle haftet nicht, wenn sie in Übereinstimmung mit den Voraussetzungen des Gesetzes von 2013 und der AIFM Richtlinie nachweisen kann, dass sie die zu dem Verlust eines Finanzinstruments führenden Umstände nach billigem Ermessen nicht hätte abwenden können, obwohl sie alle branchenüblichen Schutzvorkehrungen, die einer mit gebotener Sorgfalt tätigen Verwahrstelle obliegen, getroffen hat.

Darüber hinaus kann die Verwahrstelle, in Fällen, in denen ein objektiver Grund für einen Haftungsausschluss für den Verlust eines Finanzinstruments im Sinne des Gesetzes von 2013 vorliegt, die Verwahrung eines Finanzinstruments ablehnen, sofern nicht der Fonds, der AIFM und die Verwahrstelle einen entsprechenden Haftungsausschluss zugunsten der Verwahrstelle vereinbaren. Es wird davon ausgegangen, dass die Verwahrstelle objektive Gründe für die vertragliche Vereinbarung einer Haftungsbefreiung hat, wenn sie nachweisen kann, dass sie keine andere Wahl hatte, als ihre Verwahraufgaben einem Dritten zu übertragen. Dies ist insbesondere der Fall, (i) wenn die Rechtsvorschriften eines Drittlands vorschreiben, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer lokalen Einrichtung verwahrt werden, und es lokale Einrichtungen gibt, die den Kriterien für eine Beauftragung gemäß Artikel 21 Absatz 11 der Richtlinie 2011/61/EU genügen, oder der Verwaltungsrat darauf besteht, Anlagen in einem besonderen Rechtsraum zu belassen, obwohl die Verwahrstelle vor dem damit verbundenen erhöhten Risiko gewarnt hat. Weiterhin kann die Verwahrstelle sich von der Haftung befreien, (ii) wenn es laut den Rechtsvorschriften eines Drittlands vorgeschrieben ist, dass bestimmte Finanzinstrumente von einer ortsansässigen Einrichtung verwahrt werden müssen und es keine ortsansässigen Einrichtungen gibt, die den Anforderungen für eine Beauftragung gemäß Absatz 11 Buchstabe d Ziffer ii des Gesetzes von 2013 genügen. Der Fonds und der AIFM werden in diesen Fällen das Emissionsdokument sowie die Satzung in Bezug auf den Fonds, für den der Haftungsausschluss greift, entsprechend anpassen. Die Anteilseigner der Fonds werden vor Tätigkeit ihrer Anlage ordnungsgemäß über diese Haftungsbefreiung und die Umstände, die diese Haftungsbefreiung rechtfertigen, unterrichtet.

Die Verwahrstelle ist nicht haftbar gegenüber dem Fonds und seinen Investoren für den Verlust von Finanzinstrumenten, welche bei einem Wertpapierliefer- und -abrechnungssystem, einschließlich einer Wertpapiersammelstelle, verwahrt wurden.

Die Verwahrstelle kann Finanzinstrumente an Unter-Verwahrstellen zur Verwahrung geben. Die Verwahrstelle stellt sicher, dass diese Vermögenswerte dergestalt verwahrt werden, dass sie separat in den Büchern der Unter-Verwahrstellen verzeichnet sind und dass sie getrennt von den Vermögenswerten der Verwahrstelle und/oder derjenigen der Unter-Verwahrstellen, und jeweils auch getrennt von den Vermögenswerten anderer Bankkunden gehalten werden.

Der Fonds, der AIFM und die Verwahrstelle können den Verwahrstellenvertrag jederzeit mit einer Frist von neunzig (90) Tagen schriftlich kündigen. Im Fall einer Kündigung durch die Verwahrstelle sind der Fonds oder der AIFM verpflichtet, innerhalb einer Frist von sechzig (60) Tagen eine Nachfolgerin der Verwahrstelle zu bestimmen, an die die Vermögenswerte übertragen werden und die Aufgaben und Verantwortung der Verwahrstelle übernimmt. Sollte innerhalb dieser

sechzig (60) Tage Frist keine Nachfolgerin der Verwahrstelle bestimmt worden sein, soll die Verwahrstelle die CSSF hierüber informieren. Der Fonds und der AIFM stimmen hiermit zu, ohne weitere Verzögerung eine Aktionärsversammlung einzuberufen, die über die Liquidation des Fonds entscheidet.

**Art. 33. Beendigung.** Die Gesellschaft kann jederzeit durch einstimmigen Beschluss aller sich im Umlauf befindlichen Aktien aufgelöst werden.

Der Verwaltungsrat hat auf der letzten ordentlichen Aktionärsversammlung vor dem Laufzeitende der Gesellschaft die Aktionärsversammlung über die Verlängerung der Dauer der Gesellschaft entscheiden zu lassen.

Nach Ablauf eines Zeitraums von 10 Jahren ab dem 6. Oktober 2006 ist die Gesellschaft aufgelöst, ohne dass es eines Beschlusses der Aktionärsversammlung bedarf, es sei denn, die Aktionärsversammlung beschließt vor diesem Datum mit Qualifizierter Mehrheit die Fortsetzung der Gesellschaft einmal um fünf weitere Jahre. Eine weitere Verlängerung nach Ablauf dieser Verlängerung auf bestimmte oder unbestimmte Zeit bedarf der einstimmigen Zustimmung der Aktionäre.

Für die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft in den vorangehenden Fällen gelten die in Artikel 29 geregelten Vorschriften zur Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung.

Sollte der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung der Gesellschaft vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung vertretenen Aktionäre. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d. h. eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung der Gesellschaft ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung anwesenden Aktionäre, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von dreißig Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert der Gesellschaft unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

Die Entscheidung der Aktionärsversammlung über die Beendigung der Gesellschaft und die damit einhergehende Abberufung des AIFM zum Beendigungszeitpunkt erfolgt im Einklang mit den in Artikel 28 (2) festgelegten Bestimmungen.

**Art. 34. Liquidation.** Die Liquidation der Gesellschaft wird von einem bzw. mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handelt, und welche durch die Aufsichtsbehörde genehmigt werden müssen. Die Aktionärsversammlung bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

Das Vermögen der Gesellschaft wird bei Beendigung der Gesellschaft ordnungsgemäß liquidiert. Alle Erlöse aus der Liquidation von Anlagen werden bar ausgezahlt.

**Art. 35. Änderungen der Satzung.** Diese Satzung kann auf einer Aktionärsversammlung unter Einhaltung der im Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (in jeweils gültiger Fassung) enthaltenen Vorschriften bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernissen geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, welche besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

**Art. 36. Massgebliches Recht.** Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und dem Gesetz vom 13. Februar 2007 (in jeweils gültiger Fassung) entschieden."

Da die Tagesordnung erschöpft ist und niemand das Wort ergreift, wird die Versammlung um 17.20 Uhr geschlossen.

Der unterzeichnende Notar, der deutschen Sprache kundig und mächtig, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Personen in deutscher Sprache gehalten ist.

Worüber die vorliegende notarielle Urkunde an dem am Anfang des Dokumentes erwähnten Tag in Luxemburg aufgesetzt wurde.

Nachdem dieses Dokument den erschienenen Personen, welche dem Notar nach ihrem Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, vorgelesen wurde, wurde es von den besagten erschienenen Personen gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: T. LOCHEN, A. WAGNER, P. AUDESIRK, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 02. Oktober 2014. Relation: EAC/2014/13256. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer ff. (gezeichnet): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2014159231/1041.

(140180485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 octobre 2014.

**Retkauf I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1229 Luxembourg, 15, rue Bender.

R.C.S. Luxembourg B 123.262.

In the year two thousand and fourteen, on the nineteenth day of August.

Before Me, Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

Appeared:

1. Investec GLL SGO REF Holding Alpha, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 15, Rue Bender, L-1229 Luxembourg with a share capital of EUR 600,000, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 136.469 (the "Shareholder 1"); and

2. GLL Management Company S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée), established and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg having its registered office at 15, Rue Bender, L-1229 Luxembourg with a share capital of EUR 137,500, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 116.672 acting in its own name and on behalf of GLL Retail Center I, FCP-FIS, a fonds commun de placement - fonds d'investissement spécialisé, existing under the laws of Luxembourg and registered on the official list of special investment funds governed by the Luxembourg Act of 13 February 2007 on specialised investment funds as amended (the "Shareholder 2", together with the Shareholder 1 hereafter referred to as the "Shareholders"),

each hereby represented by Mrs Rachel UHL, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of proxy given under private seal, which, after having been initialled and signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, will be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing parties, represented as above stated, declared that they hold all the shares issued by Retkauf I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), on 19 December 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 319 dated 7 March 2007, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), having its registered office at 15, rue Bender, L-1229 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg) and registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 123.262 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Jean Seckler, notary residing in Junglinster (Grand Duchy of Luxembourg) on 20 June 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2006 dated 31 July 2014.

The appearing parties, represented as above mentioned, have been fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

*Agenda*

1. To change the financial year of the Company from 1 January to 31 December of any given year to 1 October to 30 September of any given year, it being understood that the current financial year of the Company shall end on 30 September 2014.

2. To amend article 16.1 of the articles of association of the Company so as to reflect the preceding resolution.

3. Miscellaneous.

The appearing parties, represented as above stated, in its capacity as the shareholders of the Company, then unanimously took the following resolutions:

*First resolution*

The Shareholders resolved to change the financial year of the Company from 1 January to 31 December of any given year to 1 October to 30 September of any given year, it being understood that the current financial year of the Company shall end on 30 September 2014.

*Second resolution*

The Shareholders resolved to amend article 16.1 of the articles of association of the Company, which shall forthwith read as follows:

“ **16.1.** The Company's financial year starts on the first day of October and ends on the last day of September of each year.”

*Costs and expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever, which fall to be paid by the Company as a result of this deed, are estimated at approximately thousand five hundred Euro.



### Declaration

The undersigned notary, who understands English, states that, on request of the proxyholder of the appearing party, the present deed is drafted in English, followed by a German version and that, in case of any difference between the English and the German text, the English text shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing parties' proxyholder, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary, this original deed.

### Es Folgt die Deutsche Fassung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am neunzehnten August.

Vor mir, Maître Joseph Elvinger, Notar, mit Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg),

Sind erschienen:

1. Investec GLL SGO REF Holding Alpha, eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit eingetragenem Sitz in der 15, Rue Bender, L-1229 Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 600.000,-, und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 136.469 (der "Gesellschafter 1"); und

2. GLL Management Company S.à r.l., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und bestehende Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit eingetragenem Sitz in der 15, Rue Bender, L-1229 Luxemburg, mit einem Stammkapital von EUR 137.500,-, und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B B 116.672, in eigenem Namen und für Rechnung von GLL Retail Center I, FCP-FIS, ein nach luxemburgischem Recht bestehender spezialisierter Investmentfonds (fonds commun de placement - fonds d'investissement specialise), der in der offiziellen Liste der vom luxemburgischen Gesetz vom 13. Februar 2007 in seiner aktuellen Fassung geregelten spezialisierten Investmentfonds eingetragen ist (der "Gesellschafter 2", zusammen mit dem Gesellschafter nachstehend als die "Gesellschafter" bezeichnet), handelnd,

hierbei vertreten durch Frau Rachel UHL, Juristin, berufsansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, die, nachdem sie vom Bevollmächtigten und dem unterzeichnenden Notar paraphiert und ne varietur unterschrieben wurde, zur Eintragung an diese Urkunde angeheftet bleibt.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben erwähnt, erklärten, dass sie alle Anteile, die von Retkauf I S.à r.l., einer unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gemäß notarieller Urkunde von Maître Joseph Elvinger, Notar ansässig in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg) vom 19. Dezember 2006, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 319 vom 7. März 2007 veröffentlicht, gegründeten Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit einem Stammkapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), mit eingetragenem Sitz in der 15, rue Bender, L-1229 Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg), eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 123.262 (die "Gesellschaft") begeben wurden, halten. Die Satzung der Gesellschaft ist das letzte Mal gemäß notarieller Urkunde von Maître Jean Seckler, Notar ansässig in Junglinster (Großherzogtum Luxemburg) vom 20. Juni 2014, im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2006 vom 31. Juli 2014 veröffentlicht, abgeändert worden.

Die erschienene Partei, vertreten wie oben erwähnt, ist vollständig von den auf Grundlage folgender Tagesordnung zu treffenden Beschlüssen informiert worden:

### Tagesordnung

1. Abänderung des Geschäftsjahres der Gesellschaft vom 1. Januar bis 31. Dezember eines jeden Jahres auf den 1. Oktober bis 30. September eines jeden Jahres, wobei wohlgemerkt das laufende Geschäftsjahr der Gesellschaft zum 30. September 2014 endet.

2. Abänderung des Artikels 16.1 der Satzung der Gesellschaft, um den vorstehenden Beschluss widerzuspiegeln.

3. Verschiedenes.

Die erschienenen Parteien, vertreten wie oben erwähnt, trafen, in ihrer Eigenschaft als Gesellschafter der Gesellschaft, einstimmig folgende Beschlüsse:

### Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschlossen, das Geschäftsjahr der Gesellschaft vom 1. Januar bis 31. Dezember eines jeden Jahres auf den 1. Oktober bis 30. September eines jeden Jahres abzuändern, wobei wohlgemerkt das laufende Geschäftsjahr der Gesellschaft zum 30. September 2014 endet.

### Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter beschlossen, Artikel 16.1 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, der fortan wie folgt lautet:

" **16.1.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Oktober und endet am letzten Tag des Monats September eines jeden Jahres."

143275

*Kosten und Auslagen*

Die von der Gesellschaft infolge dieser Urkunde zu tragenden Auslagen, Kosten, Gebühren und sonstigen Aufwendungen jedweder Art werden auf ungefähr tausendzweihundert Euro geschätzt.

*Erklärung*

Hierüber wurde die vorliegende Urkunde in Luxemburg aufgesetzt, am Tag wie eingangs dieser Urkunde erwähnt. Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, bestätigt hiermit, dass auf Antrag der erschienenen Partei diese notarielle Urkunde in Englisch verfasst wurde, mit einer deutschen Übersetzung im Anschluss und dass im Falle einer Diskrepanz zwischen dem englischen und dem deutschen Text der englische Text maßgeblich ist.

Worauf diese notarielle Urkunde in Luxemburg am eingangs dieser Urkunde genannten Datum aufgesetzt wurde.

Nach Verlesung der Urkunde gegenüber dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien, die dem Notar nach Namen, Vornamen, Personenstand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe zusammen mit dem Notar diese Originalurkunde unterschrieben.

Signé: R. UHL, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C. le 21 août 2014. Relation: LAC/2014/39152. Reçu soixante-quinze euros (75.-€).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur sa demande.

Luxembourg, le 26 août 2014.

Référence de publication: 2014137436/127.

(140156015) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 septembre 2014.

**Sophie 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Ecosse Topco S.à r.l.).**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 20, rue Philippe II.  
R.C.S. Luxembourg B 188.607.

In the year two thousand and fourteen, on the seventh day of August,

Before the undersigned, Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED**

Nordic Coinvest S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 20, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and not yet being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies,

here represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee residing professionally in Junglinster, by virtue of a proxy given on 6 August 2014;

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of Ecosse Topco S. à r.l. (hereinafter the "Company"), a Luxembourg société à responsabilité limitée, having its registered office at 20, rue Philippe II, L-2340 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 188.607, incorporated by a notarial deed drawn up by Me Jean Seckler, notary residing in Junglinster, on 18 June 2014. The articles of incorporation of the Company (the "Articles") have not yet been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The Articles have not been amended since the incorporation of the Company.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party representing the whole corporate capital of the Company requires the notary to act the following resolution:

*Sole resolution*

The Sole Shareholder decides to change the corporate name of the Company from "Ecosse Topco S.à r.l." to "Sophie 2 S.à r.l." and to amend article 1 of the Articles which shall henceforth read as follows:

" **1. Corporate form and name.** This document constitutes the articles of incorporation (the "Articles") of Sophie 2 S.à r.l. (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg including the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time (the "1915 Law")."

*Costs and expenses*

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed to nine hundred fifty Euro (EUR 950.-).

On the day stated at the beginning of this document.



The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a German version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Whereof, the present deed is drawn up in Junglinster.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

### **Es Folgt die Deutsche Übersetzung:**

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am siebten Tag des Monats August,

Vor Uns, dem unterzeichnenden Notar Jean SECKLER, Notar, mit Amtssitz in Junglinster, Großherzogtum Luxemburg,

#### **IST ERSCHIENEN**

Nordic Coinvest S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 20, rue Philippe II, L-2340 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und noch nicht im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen,

hier vertreten durch Herrn Henri DA CRUZ, Privatbeamter, geschäftsansässig in Junglinster, aufgrund einer Vollmacht, die am 6. August 2014 erteilt wurde;

Der Erschienene ist der alleinige Gesellschafter (der "Alleinige Gesellschafter") von "Ecosse Topco S.à r.l." (im Folgenden, die "Gesellschaft"), eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung, mit Gesellschaftssitz in 20, rue Philippe II, L-2340 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg und eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 188.607, gegründet durch eine notarielle Urkunde, welche von dem Notar Jean Seckler, Notar, mit Amtssitz in Junglinster, am 18. Juni 2014 erstellt wurde. Die Satzung der Gesellschaft (die "Satzung") wurde noch nicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations veröffentlicht. Die Satzung wurde seit der Gründung der Gesellschaft nicht abgeändert.

Die genannte Vollmacht, nach "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten des Erschienenen und den amtierenden Notar, bleibt der gegenwärtigen Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben eingetragen zu werden.

Der Erschienene, welcher das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ersucht den Notar den folgenden Beschluss zu beurkunden:

#### *Einzigiger Beschluss*

Der Alleinige Gesellschafter beschließt den Namen der Gesellschaft von "Ecosse Topco S.à r.l." in "Sophie 2 S.à r.l." und den ersten Artikel der Satzung zu ändern, welcher nunmehr folgenden Wortlaut erhält:

" **1. Rechtsform und Name der Gesellschaft.** Die Gesellschaft besteht in der Rechtsform einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter dem Namen "Sophie 2 S.à r.l." (im Folgenden die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft unterliegt insbesondere dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (im Folgenden das "Gesetz von 1915") und den Vorschriften dieser Satzung (im Folgenden die "Satzung")."

#### *Kosten und Ausgaben*

Jegliche Kosten, Ausgaben, Vergütungen oder Abgaben in jeglicher Art, die die Gesellschaft aufgrund dieser notariellen Urkunde zu tragen hat, werden auf neunhundertfünfzig Euro (EUR 950,-) geschätzt.

Der unterzeichnende Notar, der die englische Sprache spricht und versteht, stellt hiermit fest, dass die vorliegende Urkunde in englischer Sprache abgefasst wurde, gefolgt von einer deutschen Version; auf Wunsch der erschienenen Person soll bei Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, die englische Version maßgebend sein.

Worüber die notarielle Urkunde in Junglinster aufgenommen wurde.

An dem Tag und zu der Zeit, der bzw. die zu Beginn dieses Dokuments genannt ist.

Nachdem das Dokument der erschienenen Person vorgelesen wurde, die dem Notar mit ihrem Nachnamen, Vornamen, Personenstand und Wohnsitz bekannt sind, hat diese erschienene Personen gemeinsam mit dem Notar die vorliegende Urkunde gezeichnet.

Gezeichnet: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 14 août 2014. Relation GRE/2014/3287. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014136091/86.

(140154597) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2014.

**Osprey Ventures S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 164.988.

L'an deux mille quatorze, le vingt-deux août.

Par-devant Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck,

A comparu:

Monsieur Frank SAUER, financial consultant, demeurant à 5 Mittlerer Schaffhofweg, 60598 Frankfurt am Main

Ici représenté par Monsieur Ulrich BINNINGER, employé, né à Trèves (D) le 30 août 1966, demeurant professionnellement à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves;

En vertu d'une procuration sous seing privé datée du 30.6.2014 à Francfort, laquelle procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le comparant et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui

Laquelle partie comparante, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée «OSPREY VENTURES S. à r.l.», avec siège social à L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 164.988, constituée suivant acte reçu par le notaire Martine SCHAEFFER, de résidence à Luxembourg en date du 8 novembre 2011, publié au Mémorial C, numéro 48 du 6 janvier 2012,

a requis le notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'associé décide de transférer le siège social de Luxembourg à partir du 1 juillet 2014 à L-2633 Senningerberg, 56, route de Trèves et de modifier l'article 4 alinéa 1 des statuts de la société pour lui donner la teneur suivante:

**" Art. 4. (First sentence).** The registered office is established in the municipality of Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg."**Suit la traduction française:****Art. 4. (première phrase).** Le siège social est établi dans la commune de Niederanven, Grand-Duché du Luxembourg.*Deuxième résolution*

Les associés décident par les présentes de révoquer les gérants actuels de la société avec effet immédiat avec décharge pour l'exercice de leurs fonctions et nomme en leur remplacement pour une durée indéterminée avec pouvoir d'engager la société par leurs signatures conjointes:

Monsieur Ulrich BINNINGER, préqualifié et Monsieur Armin LANG, financial consultant, né le 8.7.1964 à Kiel, demeurant à D-82319 Starnberg, 5A, am Fuchsengraben;

Plus rien n'étant à l'ordre du jour la présente assemblée a été clôturée.

*Frais*

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement 665,- EUR.

*Déclaration des comparants*

Le(s) associé(s) déclare(nt), en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être le(s) bénéficiaire(s) réel(s) de la société faisant l'objet des présentes et certifie(nt) que les fonds/biens/ droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code pénal et 8-1 de la loi du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-5 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Dont acte, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude du notaire instrumentaire, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, représentée ès-qualités, connue du notaire par nom, prénoms usuels, états et demeure, elle a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: Ulrich BINNINGER, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 27 août 2014. Relation: DIE/2014/10832. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Référence de publication: 2014136816/52.

(140155795) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

**Fondation Bassin Minier, Fondation.**

Siège social: L-1615 Luxembourg, 7, rue Alcide de Gasperi.

R.C.S. Luxembourg G 119.

*Bilan de l'exercice 2013*

<b>Actif</b>	
Disponibilité (trésorerie) . . . . .	235.313,58
Dotation aux provisions . . . . .	34.349,15 -
Frais de compte . . . . .	8,00 -
Total actif: . . . . .	200.956,43
<b>Passif</b>	
Report 2012 . . . . .	185.189,19
Intérêts 2013 . . . . .	435,74 +
Subside de la part du Ministère de la Culture pour l'année 2012 . . . . .	49.580,00 +
Vente revue «Mutations» . . . . .	108,65 +
Frais de compte . . . . .	8,00 -
Factures payées: . . . . .	34.349,15 -
* Honoraires pour travail de coordination et d'administration	
* Frais de représentation, Auberge du Crève Cœur	
* Achat billets Théâtre Esch-Alzette	
* Frais d'impression revue «Mutations» n°5 et n°6	
* Red Rock Challenge, participation	
* Renouvellement nom de domaine fbm.lu	
Total passif: . . . . .	200.956,43

*Décompte de l'année 2013*

<b>1) Compte courant</b>	
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 . . . . .	97.836,51 +
28/03/13 Arrêté de compte . . . . .	2,00-
28/06/13 Arrêté de compte . . . . .	2,00-
30/09/13 Arrêté de compte . . . . .	2,00-
31/12/13 Arrêté de compte . . . . .	2,00-
Factures payées: . . . . .	34.349,15
* Honoraires pour travail de coordination et d'administration . . . . .	
* Frais de représentation, Auberge du Crève Cœur . . . . .	
* Achat billets Théâtre Esch-Alzette . . . . .	
* Frais d'impression revue «Mutations» n°5 et n°6 . . . . .	
* Red Rock Challenge, participation . . . . .	
* Renouvellement nom de domaine fbm.lu . . . . .	
Montants reçus: . . . . .	49.688,65 +
* Vente Mutations . . . . .	
* Subside 2013 de la part du Ministère de la Culture . . . . .	
Solde au 31 décembre 2013 . . . . .	113.168,01 +
<b>2) Compte d'épargne</b>	
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2013 . . . . .	87.352,68 +
31/12/2013 Arrêté de compte . . . . .	435,74 +
Solde au 31 décembre 2013 . . . . .	87.788,42 +
<b>3) Total des avoirs</b>	
Solde au 31 décembre 2013 . . . . .	200.956,43 +
Évolution des subsides, selon Convention, de la part du MCESR	
2003: . . . . .	49.580,00
2004: . . . . .	44.622,00
2005: . . . . .	19.831,60
2006: . . . . .	0

2007: .....	0
2008: .....	0
2009: .....	19.832,00
2010: .....	54.535,90 (dont 4.958.- virés en 2011)
2011 .....	49.580,00 (dont 30.000.- virés en 2012)
2012 .....	49.580,00 (dont 4.958.- à recevoir en 2013)
2013 .....	49.580,00 (dont 4.958.- à recevoir en 2014)

Luxembourg, janvier 2014.

#### Dépenses

Biennale de la culture industrielle et de l'innovation: actions de communication (approche graphique, site Internet, affiche, agenda complet/brochure, travail de presse, invitations et mailings divers) .....	40 000
Biennale de la culture industrielle et de l'innovation: co-financements de projets .....	10 000
Biennale de la culture industrielle et de l'innovation: co-financement des événements de lancement et de clôture (colloque) .....	30 000
Biennale de la culture industrielle et de l'innovation: coordination et suivie .....	20 000
Biennale de la culture industrielle et de l'innovation: aide administrative (coût approx.) .....	10 000
Vademecum du patrimoine industriel (Traces du passé): participation aux frais de traduction, réimpression, 3 versions (EN/FR/DE) .....	5000
Série de publications de la FBM (2 cahiers par an) .....	15 000
Administration, coordination, site Internet, newsletter .....	25 000
Sous-total .....	160 000
Entrées	2014
Participation de l'Etat suivant convention du 1 <sup>er</sup> décembre 2001 .....	49579
Participation éventuelle du FNR à la publication de la revue Mutations .....	3000
Participation éventuelle de l'Université du Luxembourg à la publication de la brochure "Trace du passé" .....	2000
Participation éventuelle du Fonds Belval à la publication de la revue Mutations .....	2500
Contribution de ArcelorMittal en vue de la réalisation de la Biennale: mise à disposition d'une aide administrative (valeur estimative de cette contribution) .....	10000
Participation éventuelle de Prosud à la publication de la revue Mutations .....	2500
Financement par les fonds propres de la Fondation* .....	90421
Sous-total .....	160000

\* une somme de 60.000 € au total a été mis en réserve pour le financement de la Biennale dans le cadre des budgets 2012 et 2013

Fondation Bassin Minier c/o Mme Romaine Hirschler - Chambre de Commerce L-2981 Luxembourg G119

Référence de publication: 2014135504/91.

(140154056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 28 août 2014.

#### Presence Communication, Société Anonyme.

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 135.091.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

#### L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra au siège social, en date du 27 octobre 2014 à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant:

#### Ordre du jour:

1. Modification au sein du Conseil d'Administration
2. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2014156919/13.

**S.F.I. S.A., Sessions Finances Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 149.919.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le vendredi 31 octobre 2014 à 14.00 heures au siège de la société avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des Comptes Annuels au 31/12/2013;
2. Lecture du Compte Rendu de la Réunion du Conseil d'Administration et du Rapport du Commissaire;
3. Approbation des Comptes Annuels et Affectation du Résultat pour l'exercice clôturé au 31/12/2013;
4. Décharge aux Administrateurs et Commissaire;
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014157073/553/16.

---

**Titlis S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 32.613.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

**L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE**

qui aura lieu le 27 octobre 2014 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 juin 2013, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 juin 2013.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014157038/1023/17.

---

**Loquacious S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1330 Luxembourg, 44, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.759.

Le Conseil d'Administration à l'honneur de convoquer les Actionnaires à assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui se tiendra de façon exceptionnelle en date du 27 octobre 2014 à 14.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Constatation et approbation du report de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant pour objet l'approbation des comptes annuels clôturés au 31 mars 2014.
2. Présentation et approbation du rapport de contrôle du Commissaire relatif à l'exercice clôturé au 31 mars 2014.
3. Approbation du bilan arrêté au 31 mars 2014 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation des résultats.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice de leur fonction durant l'exercice clôturé au 31 mars 2014.
5. Divers.

*Pour le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2014151845/19.

---